

Le Dôlit

français

Élections à l'AEUM: découvrez vos candidats! pages 12-13

présidence

? Wojtek Baraniak

? Tamana Kochar

? Romulo Severino

vice-présidence communications

? Mark Chodos

? Bob Tarle

? Pete Wielgosz

? Jesse Andrews

? Kosta Dritsas

vice-présidence clubs et services

? Andre Nance

? Chris Gratto

? Akin Alaga

vice-présidence opérations

? Kevin McPhee

? Arif Chowdhury

? Jay Antao

vice-présidence affaires universitaires

? Jackie Poitras

? Amarkai Laryea

? Clara Peron

vice-présidence communauté et affaires gouvernementales

? Louis-Philippe Messier

? Jeremy Farrell

Coke?

? oui

? non

FYCC?

? oui

? non

Pandore nous dévoile
son secret

page 05

Sommet de la jeunesse:
sommet du gouvernement?

pages 08 à 10



Elections McGill

Élections McGill

Notice from Elections McGill

Elections McGill hereby announces that the winter 2000 elections will be held on March 7 through 9 with advance polls being held on March 2.

Elections McGill hereby announces that a Council-initiated referendum concerning First Year Vote on Council, and a referendum concerning the Cold Beverage Agreement, shall be held in conjunction with the elections.

Annonce d'Élections McGill

Élections McGill annonce que les élections d'hiver 2000 seront tenues du 7 au 9 mars et les scrutins anticipés le 2 mars.

Élections McGill annonce que le référendum lancé par le Conseil concernant le vote des étudiants de première année sur le Conseil ainsi que le référendum concernant l'Accord sur les breuvages froids, seront tenus conjointement avec les élections.

Advanced Polls will be open March 2 from 10.00am to 8.00pm at the Shatner University Centre (lobby kiosk), Redpath Library, and Leacock.

Polls will be open March 7-8-9 from 10.00am to 5.00pm at the following locations (stations marked with a * will be open until 7pm on Tuesday and Wednesday):

- William Shatner University Centre (Lobby Kiosk) *
- Bishop Mountain Hall *
- Royal Victoria College cafeteria *
- Stephen Leacock
- McConnell Engineering
- Redpath Library *
- Frank Dawson Adams
- Arts Building
- Bronfman
- Chancellor Day Hall
- Burnside Hall (handicapped accessible)
- Stewart Biology – North Wing
- M.H. Wong Building
- Education Building
- Strathcona (pending University approval)

Les scrutins anticipés seront ouverts le 2 mars de 10h à 20h au Centre universitaire Shatner (kiosque central), à la bibliothèque Redpath et à Leacock.

Les stations de vote seront ouvertes du 7 au 9 mars, de 10h à 17h aux endroits suivants (les stations marquées d'une * seront ouvertes jusqu'à 19h les mardi et mercredi).

- Centre universitaire Shatner (kiosque central) *
- Bishop Mountain Hall *
- Cafétéria du Royal Victoria College *
- Stephen Leacock
- McConnell Engineering
- Bibliothèque Redpath
- Frank Dawson Adams
- Bâtiment Arts
- Bronfman
- Chancellor Day Hall
- Burnside Hall (accessible aux handicapés)
- Stewart Biology-Aile Nord
- Bâtiment M.H. Wong
- Bâtiment Éducation
- Strathcona (en attente de l'approbation de l'Université)

Please note that in order to vote you must be in possession of a valid McGill student I.D. card.

S'il vous plaît, n'oubliez pas que pour voter, vous devez être muni d'une carte d'étudiant de McGill valide.

Elections McGill is also hiring Poll Clerks. Apply at SSMU front desk.

Élections McGill embauche des employés de scrutin. Remettre votre application à la réception de l'AEUM.

Éditorial

Éditorial

Le Sommet du Québec et du gouvernement

Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ)

Il y a toutes sortes de sommets. Des sommets gouvernementaux, des sommets de pays industrialisés, des sommets de la jeunesse et des sommets de montagnes. Le dernier en lice au Québec aura été celui du gouvernement. Pas celui du Québec, et encore moins celui de la jeunesse.

Sur un plateau d'argent un peu trop oxydé, le gouvernement a décidé d'injecter un milliard pour l'éducation des jeunes, suite à une soi-disant discussion avec les membres de la société civile. Estimation rapide: on compte au Québec quatre niveaux d'enseignement. Ce milliard de dollars sera saupoudré sur les trois ans qui restent au mandat du gouvernement péquiste. Les coupures dans le système d'éducation depuis 1995 approchent les 2 milliards de dollars, mais tout le monde se dit pourtant enchanté du «consensus» atteint au Sommet. Même les représentants jeunes «officiels» semblent repus.

On rassemble 70 invités autour d'une table, on prétend qu'ils représentent le Québec et la jeunesse du Québec, ce qui leur donne beaucoup d'importance (à défaut d'avoir de la légitimité) et on discute. On discute jusqu'à tard le soir, le gouvernement semblant hésiter -assez bizarrement- à accepter de hausser le financement de l'éducation.

Finalement, à la dernière heure, on annonce un milliard d'argent nouveau, après avoir fait courir la nouvelle pendant des heures, pour rassasier des journalistes affamés. Manoeuvre politique pour s'offrir une plus grande visibilité et se donner l'air d'être à l'écoute de la population, après des années de coupures sauvages? Visiblement, oui. Le gouvernement, d'une manière ou d'une autre, aurait réinvesti ce montant dans l'éducation. Pas plus, pas moins. Il aurait pu tout simplement faire preuve de gros bon sens, en réinvestissant sans organiser un sommet bidon.

Dans les soupers de famille, il y a toujours le petit cousin énervé, qui contredit tout le monde et qui redemande du dessert. Au

Sommet, les groupes jeunes dont Concertation jeunesse, la FEUQ ou Force jeunesse ont plutôt été sages, du moins au moment du dessert. Certes, tout le monde s'entend pour demander un refinan-

cement, mais alors que celui-ci s'annonce nettement insuffisant, personne ne bronche. Comme si après des mois de mobilisation, de contestation, de négociation et de tractation le gouvernement les avait eus à l'usure.

Les groupes jeunes auront beau continuer à déclamer haut et fort que les gouvernements nous tiennent des discours vides de sens, ils ont démontré, durant ces trois jours leur capacité d'adaptation, en passant d'un scepticisme cinglant à un enthousiasme débridé, pour un exercice politique que le milliard attendu est loin d'avoir dénaturé.

Les soupers de famille ont néanmoins leurs bons côtés. Que le patronat, les grandes centrales syndicales ou la Banque nationale

soient mis au fait des problèmes des jeunes et des déshérités, qu'ils doivent les confronter autour d'une table, ne peut que miner leur suprême confort.

Le Sommet aura aussi obligé nombre de groupes jeunes, souvent parmi les plus oubliés d'ailleurs, à se mobiliser, à s'organiser, à articuler des revendications (au Sommet lui-même, ou au «contre-Sommet»). La volonté des jeunes groupes autochtones, mobilisés dans le cadre de leur participation au Sommet, de se réunir dans un grand forum en est un bon exemple.

Les participants au contre-Sommet pourraient également tirer des leçons de leur action politique. Un message plus cohérent et l'élaboration de revendications mieux définies et mieux diffusées auraient pu contrer la vision réductrice qu'ont pu avoir les médias, le gouvernement et l'opinion publique de leur mouvement. À leur manière aussi, les «contre-Sommetistes» auront subi les méandres d'un consensus fragile, ébranlé par de vaines tentatives de formuler un manifeste ou l'équivalent. Entre un sommet arrangé des mois à l'avance et un autre où le manque de cohérence empêche toute forme de décision, il y a certes un juste milieu. ☉

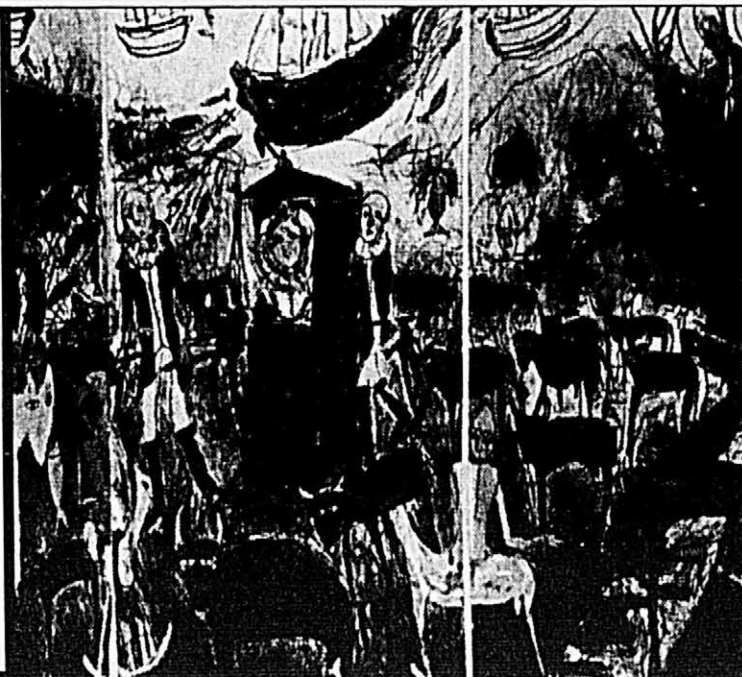
Julien Laplante, Pierre-Olivier Savoie, Shano Everett et Isabelle Porter

La PUIQ est une association qui regroupe cinq journaux étudiants universitaires: The Link (Concordia), Le Délit français (McGill), Impact Campus (Laval), Quartier Libre (Montréal) et Le Collectif (Sherbrooke).



MH

**Venez nous
aider à refaire
la déco du
Shatner B-03
tous les mardis
à 17h30.**



Le Délit français

Le Délit français est publié par la Société de publications du Daily. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient été auparavant réservés, incluant les articles de la CUP). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc. Le Délit est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ).

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.
ISSN 1192-4608

Le Délit français

rédacteur en chef
Julien Laplante

direction@delitfrancais.com

chef de pupitre, nouvelles
Isabelle Gagné
nouvelles@delitfrancais.com

chef de pupitre, culture
Julie Rouleau
culture@delitfrancais.com

assistante à la rédaction
Véronique Mistycki

coordonnateur de la mise en pages
Jonathan Arès

coordonnateurs de la photographie
Mélissa Martin
Bartek Komorowski
Jean-Maxime Routhier

coordonnateur des illustrations
Michel Hellman

coordonnatrice de la correction
Sophie Choquet-Girard

collaboration
Simon Boivin (PUIQ)
François Caron
Rémi Cureau
Shano Everett
David Ferland-McCollough
Évangéline Faucher
Céline Furi
Philippe Goyer
Dan Israel
Caroline Laroche
Sylvain Larocque
Aude Maltais-Landry
Isabelle Porter (PUIQ)
Andrew Tischler
Philippine de t'Serclaes
Fon deVono-Powell
Pierre-Olivier Savoie
Marianne Théorêt-Poupard (PUIQ)
Isabelle Villaggi
Axel Wintrebert
Amir Zelli
Sonia Ziadé

Le McGill Daily
coordination à la rédaction
Jason Chow

gérance
Marian Schrier

assistance à la gérance
Pierre Crowley

publicité
Sasha Deschênes
Boris Shedov

photocomposition et publicité
Cameron Campbell

L'usage du masculin dans les pages
du Délit français vise simplement à
alléger le texte et ne se veut
nullement discriminatoire.

www.delitfrancais.com

courrier@delitfrancais.com

3480 McTavish, bur. B-03
Montréal, Québec, H3A 1X9
Téléphone: (514) 398-6784
Télécopieur: (514) 398-8318

PUBLICITÉ
Téléphone: (514) 398-6790
Télécopieur: (514) 398-8318

Délits mineurs et autres délits

Sexe astral

C'est dans un climat de controverse (au grand damne de la NASA, qui nie tout, et au grand bonheur du Journal de Montréal, qui mentionne à peine que la NASA nie l'histoire) que l'astronome et analyste de l'actualité spatiale Pierre Kohler prétend, dans son ouvrage *La Mission ultime*, que des expériences sexuelles ont déjà eu lieu à bord d'une navette spatiale américaine. Si les voyages sur Mars se concrétisent, certains devront apprendre à être original, puisqu'il semble qu'on ne fait pas le missionnaire bien bien longtemps en apesanteur...

-isabelle gagné

De quessé?

«Samedi, La Presse titrait en manchette, sondage à l'appui, que le Sommet, «Les jeunes n'y croient pas». Lundi, Le Devoir titrait en manchette, sondage à l'appui, que «Les jeunes misent sur le Sommet». Lundi, Le Soleil titrait en manchette, vox-pop à l'appui, «C'est quoi ça?», les jeunes n'ont pas entendu parler du Sommet. Voilà ce qui arrive quand, comme pour les jeunes, on essaie de mettre tous les médias dans la même eau sale du même bain.»

-Jean Dion, Le Devoir, 24 février

Karaoke mania

Les Chinois, friands de karaokes, ont créé une bière faite à base d'hydrogène, qui permet de mieux chanter! Elle a le même effet, tout en étant plus in, qu'une baloune gonflée à l'hélium! Mais ce n'est pas demain qu'on la commercialisera à l'étranger. Le Canada ne veut rien savoir: le gaz est inflammable... - i.g.

Musique en plaques

La faculté de musique de McGill a décidé d'offrir un rajeunissement à la salle Pollack, qui aura 25 ans en avril. Elle va pour cela vendre des plaques en bronze, en argent et en or sur les sièges à 500, 1000 et 1500 dollars pièce. Avec les 5,6 milliards qu'a empoché Claude Chagnon en vendant Vidéotron, nul doute qu'il pourra acheter bon nombre de petites plaques pour honorer les grands compositeurs... ou pour s'honorer lui-même! - François Caron

Omelette à la Rogers

Rogers, qui vient de racheter Vidéotron et a par la-même occasion le pied gauche dans TVA, continue son importante campagne publicitaire sur TQS. C'est ce qui s'appelle ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. - f.c.

Missiles sur canapé et champagne

En prévision du bogue, les Américains ont demandé aux Russes de leur envoyer des généraux dans une base nucléaire du Colorado «au cas où», mais ont rappelé bon nombre de leurs ambassadeurs à Moscou. On m'avait dit que la guerre froide était finie. On m'aurait menti? - f.c. ☉

Ça bouge à l'AEUM!

Cinq initiatives pour étudiants à budget restreint

par sylvain larocque

Après avoir été pris à partie dans la controverse entourant l'entente sur les boissons gazeuses (CBA), Andrew Tischler était «très fier» de présenter les 4 nouveaux projets de l'Association étudiante (AEUM).

«Avec le McGill Student Fund, les rénovations dans l'édifice Shatner et le CBA, je n'avais pas encore eu le temps de faire avancer les projets qui me tenaient à coeur», explique le président de l'AEUM.

Le projet dont Andrew Tischler est le plus fier est certainement celui d'aide au démarrage de PME (SSMU Small-business start-up), qui permettra à au moins un étudiant ou groupe d'étudiants mcgillois de démarrer une entreprise dans des locaux de l'édifice Shatner.

«Il est très important pour moi que les étudiants puissent créer leur propre emploi», raconte celui qui est depuis deux ans propriétaire du populaire magasin de bonbons Sucrebleu, rue Saint-Denis dans le Quartier latin.

«Je suis allé rencontrer le maire Bourque et je lui ai parlé de mon projet: il était emballé!» Tellement que la Fondation du maire pour la jeunesse (financée à même le salaire de maire de M. Bourque) lui a consenti 5000 dollars sur-le-champ. C'est le montant que recevra comme bourse l'entrepreneur qui présentera le «meilleur plan d'affaires». La sélection sera probablement effectuée par des étudiants et un professeur de McGill.

Il n'est pas nécessaire d'être étudiant en management ou d'avoir de l'expérience pour présenter un projet, précise Tischler, qui travaille à trouver d'autres sources de financement pour offrir plus de bourses.

Service de navette

Pour faciliter les déplacements des étudiants qui habitent dans les différentes résidences de McGill, notamment Solin Hall (située près du métro Lionel-Groulx), l'AEUM va offrir, à compter de la semaine prochaine, un service de navette entre le campus principal et les résidences.

Deux trajets seront proposés: l'un vers Solin Hall et l'autre vers les résidences du Mont-Royal (à côté de l'hôpital Royal Victoria). La fréquence de service sera aux 15 minutes lors des périodes de pointe (changements de cours) et on prévoit exiger 50¢ par passage. Selon Andrew Tischler, le projet devrait s'autofinancer, notamment grâce à une entente avec la compagnie de location d'autos et de camions Discount, qui fournira deux minifourgonnettes.

Cette entente permettra également à tout étudiant de McGill, à partir du 1er mars 2000, de bénéficier de tarifs spéciaux chez Discount et de passer outre à la règle qui interdit généralement à quiconque n'a pas 21 ans de louer un véhicule - il suffira d'être âgé de 18 ans ou plus.

Programme de voyages

L'AEUM, en collaboration avec Voyages Campus, propose depuis quelques jours des billets d'avion (aller-retour) à prix défiant toute compétition: Vancouver pour 342\$, Paris pour 559\$, San Francisco pour 319\$, Halifax pour 259\$, Londres pour 459\$ et Mexico pour 439\$.

«Nous voulions venir en aide aux étudiants étrangers pour qui le coût des billets d'avion est souvent trop élevé pour leur budget», explique Tischler. Nous nous sommes dit que si nous nous regroupions, plutôt que de laisser chaque étudiant acheter individuellement ses billets, nous pourrions bénéficier de tarifs de groupe plus avantageux.

Les départs doivent s'effectuer en mai ou juin, et les retours à Montréal en août, mais «c'est très flexible», dit Tischler. Il suffit de s'inscrire à la réception de l'AEUM en indiquant les dates de départ et de retour souhaitées, et on vous convoquera à une rencontre au cours de laquelle on effectuera les transactions. «Jusqu'à maintenant, les réactions à cette initiative ont été très positives», de dire le président.

Repas à bas prix

Enfin, l'AEUM a conclu une «entente informelle» avec Tiki Ming, le gestionnaire des services alimentaires à McGill, pour offrir des repas à trois dollars. Pour l'instant, on offre à ce prix une assiette de pâtes, mais il n'est pas exclu selon Andrew Tischler qu'on varie le menu au fil des mois, question de briser la monotonie. «C'est une autre initiative qui vise à rendre service aux étudiants qui n'ont pas beaucoup d'argent, c'est à dire la majorité des McGillois», dit le président.

Parmi les autres projets en cours à l'AEUM, on compte une foire environnementale, une publication relatant l'histoire de l'AEUM et un système de messagerie pour les résidences du Mont-Royal.

L'AEUM est à la recherche de chauffeurs pour son service de navette. Le salaire sera d'environ 7 dollars l'heure. On poste à la réception de l'AEUM (édifice Brown). ☉

> La CBA et le gouvernement

Dans une lettre publiée dans cette édition du *Débat*, Andrew Tischler dénonce avec virulence les opposants à l'entente sur les boissons gazeuses (CBA), qu'il considère certes comme une solution «band-aid» au sous-financement des universités québécoises, mais qui n'envoie pas, selon lui, «de mauvais message» au gouvernement.

Il renvoie d'ailleurs la balle au gouvernement, qui «ne veut pas réinvestir les 600 millions de dollars par année dont le Québec a besoin pour rejoindre la moyenne canadienne de financement universitaire», dans une lettre qu'il a co-signée avec Bernard Shapiro, principal de McGill, Robert Lacroix, recteur de l'U. de M. et Patrick Lebel, de la FAECUM. La missive a été publiée dans les grands quotidiens montréalais la semaine dernière.

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS ENTREPRENEURS

CET ÉTÉ, CRÉEZ VOTRE PROPRE ENTREPRISE ESTIVALE!

DEMANDEZ UN PRÊT EN LIGNE À L'ADRESSE WWW.BDC.CA

OU COMPOSEZ LE 1 888 INFO-BDC



Banque de développement du Canada
Business Development Bank of Canada



Canada

VISEZ
DANS LE
MILLE!

Culture CULTURE Culture

[cinéma]

Un secret des dieux

par isabelle villaggi

Pandore, selon la légende, fut la femme qui ouvrit la boîte où Zeus avait enfermé toutes les misères humaines. Et dans la boîte de Pandore, on dit qu'il resta l'Espérance. Pourtant, dans le cas du film *La Beauté de Pandore*, dernier d'une trilogie urbaine amorcée avec *Eldorado* et *Le Coeur au poing*, la boîte est bien belle, mais notre espérance part en fumée.

D'abord, il y a cette espèce de valse-hésitation qui définit le film d'une façon mal assurée. L'histoire se situe entre deux mondes, à mi-chemin entre la légende et la réalité. D'un côté, le symbolisme fort: les bateaux du Vieux-Port, les rails d'un chemin de fer, les grandes robes, les foulards, le nom de Pandore, de l'autre l'horreur très actuelle du secret de Pandore traité avec la légèreté d'une métaphore. La dichotomie sonne faux. Le film ne s'accroche à aucun des deux états, le réel ou le mythique, et flotte quelque part dans le nébuleux.

De plus, cette absence de repères, ce détachement, sont accentués par le fait que tous les personnages secondaires ne sont traités qu'en surface, sans profondeur. Étant à peine des virgules dans l'histoire,

jamais assez solides pour n'être autre chose que des pivots nécessaires, ils ne prennent pas vie dans le noeud trop serré qui lie Pandore et Vincent. Impardonnable de laisser choir Ariane (Maude Guérin) dans son malheur, sans plus, évacuée... Les deux protagonistes, au sein de l'intrigue, sont en autarcie. Ensemble, ils dansent un tango infernal, ils se suffisent mutuellement et c'est pourquoi on a réduit au minimum les incursions extérieures. Cela a donc pour effet de resserrer l'histoire qui est déjà, dans son ensemble, une course folle.

Par ailleurs, de multiples jeux de caméra très réussis nous ramènent à cette lutte contre le temps des deux personnages. Des battements de coeur hantent la trame sonore tout comme la musique hachée de

ce hiatus qui scinde les secondes en intervalles. Ils accélèrent, piétinent, redémarrent... Pandore et son amoureux poursuivent sans relâche. Ils doivent attraper à tout prix le dernier train pour la vie. La facture est impeccable, les images, pleines et superbes.

Et qu'en est-il des fameuses scènes d'improvisation propre à la façon de travailler de l'auteur? Certaines enrichissent la trame, d'autres jurent un peu avec des passages du texte, très littéraires par moments. Ou plutôt est-ce le texte qui est déphasé, parfois empesé? Toujours est-il que certaines scènes, en particulier le petit interlude poético-philosophique dans le pré, ne passent carrément pas à l'écran.

Somme toute, le film nous laisse une impression amère, surtout à cause du fameux secret de Pandore dont le sujet est traité de façon grossière et imagée, mais à la fois parfois sur un ton «dure réalité». En définitive, le film aurait gagné à être traité de façon plus humaine et moins détachée.

⓪



Le dernier film de Charles Binamé, *La beauté de Pandore*

[littérature]

De Balzac à Mao

par aude maltais

Il y a de cela quelques semaines à peine, Bernard Pivot l'incontournable avait déclaré publiquement, lors d'un de ses célèbres *Bouillon de Culture*: «Il faut que vous lisiez ce livre! Si vous ne lisez pas ce livre, je ne sers à rien!» Force me fut donc, devant tant d'enthousiasme, de me lancer à l'assaut de la nouveauté et de plonger sans autre préambule dans le savoureux roman de Dai Sijie.

L'auteur, d'origine chinoise, vit en France depuis quinze ans déjà. Il relate, dans *Balzac et la petite Tailleuse chinoise*, ses années de jeunesse (entendre ici entre dix-sept et vingt ans à peu près) sous la révolution culturelle de Mao, dans les années 60. Étiquetés comme intellectuels et donc menaçants pour la suite de l'histoire communiste, l'auteur et son compagnon, respectivement fils de médecin et dentiste dits «réactionnaires», sont envoyés, comme des milliers d'autres, en «rééducation» auprès de «paysans pauvres» qui sont en fait d'anciens trafiquants d'opium, dans un village au milieu de nulle part.

Des travaux des champs à ceux de la mine, de la rencontre de la jolie fille du tailleur à celle d'un vieil ermite couvert de poux qui chante des refrains anglois, de leurs activités de conteurs à celles d'amoureux, le lecteur suit les aventures – parfois-rocamboliques et joyeuses – ainsi que les

angoisses et les désespoirs de ces deux jeunes qui n'ont que trois chances sur mille de ne pas terminer leur vie dans ce village isolé au sommet de la montagne du Phénix.

Et, à travers tout cela, le lecteur suit leur découverte de la littérature occidentale. Par Balzac d'abord, par bien d'autres grands ensuite, de Dostoïevski à Dumas, les deux jeunes sont initiés aux merveilles évidemment interdites des livres grâce au trésor jalousement gardé d'un autre jeune en rééducation, fils de poètes celui-là, qui loge dans un autre village de la montagne. Car non seulement les jeunes n'ont jamais lu un livre «occidental», mais encore n'ont-ils eu accès qu'au livre rouge de Mao durant toute leur courte vie. Choc culturel en perspective...

Pour le lecteur aussi, choc culturel. Difficile pour nous d'imaginer un monde si différent mais si proche dans le temps, où

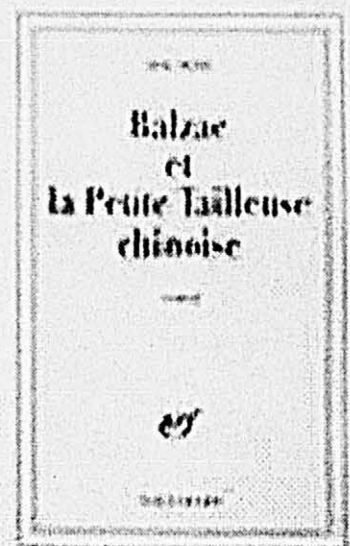
la liberté d'expression est si sauvagement réprimée. Et double choc pour moi, qui se répète systématiquement chaque fois que je suis confrontée à un cas semblable: la prise de conscience que, malgré mes connaissances théoriques de l'histoire, jamais, ailleurs que dans l'art, je n'ai pu me laisser véritablement toucher par ces événements.

Un livre dépayçant, donc, par son contexte historique et politique, mais aussi par l'univers physique dans lequel les jeunes sont plongés: montagnes aux pics neigeux, forêts exotiques, des images de paysages sauvages sur fond de muraille de Chine me revenaient en mémoire. La beauté y côtoie l'horreur mais le ton du récit demeure étonnamment vivant, presque léger, camouflant un peu la dureté du monde qu'il décrit. Un petit livre qui se lit tout seul.

Quelques faiblesses aussi, que je gardais pour la fin avec l'espoir que vous ne les remarqueriez pas: l'impression, en tournant la dernière page, qu'il manque quelque chose. La finale du roman m'a laissée perplexe, et je n'aime pas quand ça arrive. Dans le cas présent, beaucoup d'événements qui se précipitent auxquels l'auteur n'apporte pas de dénouement. On aurait voulu en savoir plus, que le récit se

poursuive. M'est resté un sentiment d'inachevé.

Mais heureusement, un autre aussi, beaucoup plus fort: celui d'avoir pu, pendant quelques heures, me laisser porter par le grand talent de conteur pour goûter toute la richesse d'un univers méconnu. ⓪



Balzac et la petite Tailleuse chinoise, de Dai Sijie
Aux Éditions Gallimard

Béatrice et Bénédict

par François Caron

OU QUAND L'AMOUR TRIOMPHE DE L'ORGUEIL

Si beaucoup de mélomanes s'étaient donnés rendez-vous pour les journées Bach de la salle Pierre-Mercure, l'atelier d'opéra et l'Orchestre symphonique de l'Université de Montréal donnait samedi dernier à la salle Claude-Champagne une représentation tout à fait digne d'intérêt de cet opéra peu connu du compositeur français.

Adaptation libre de la pièce *Beaucoup de bruit pour rien* (*Much ado about nothing*) de William Shakespeare, cette oeuvre est probablement la dernière composition majeure de Berlioz au sortir des Troyens.

Et les jeunes talents de l'UdeM ont très bien su rendre le caractère joyeux que Berlioz avait voulu donner à son opéra, notamment par un très bon jeu des instruments à vent (flûtes et trompettes), malgré un manque d'assurance des solistes nuisant aux variations de nuances.

La pièce se passe en Sicile et raconte comment deux personnes, éprises l'une de l'autre et cachant leurs sentiments derrière l'orgueil, sont embarquées à leur insu dans les manigances de leurs amis qui veulent les voir reconnaître leur amour réciproque.

Après une entrée théâtrale des acteurs et des chœurs, Danny Gagné (le narrateur), sur un ton sarcastique, a permis la très bonne transition des divers éléments, avec un jeu de scène délirant. À titre

d'exemple, il quitte l'escalier central pour prendre la place du maestro et diriger les chœurs, et propose à celui-ci «Pour mieux apprécier, prenez l'escalier».

Les chœurs, peu nombreux, n'en dégageaient pas moins beaucoup de puissance, bien que l'on puisse regretter le manque d'articulation des basses, pesant parfois sur l'ensemble. Parmi les solistes, Ero, Béatrice et Bénédict m'ont fait une très forte impression, tout particulièrement vu leur jeune âge. Les costumes et les maquillages étaient également très soignés. J'ai particulièrement aimé la tombée du crépuscule, magnifiquement représentée par les jeux des cordes et des lumières.

Cette oeuvre, qui a pourtant 140 ans, demeure plus que jamais d'actualité. Traitant du problème du mariage et de la vie insouciante en opposant deux couples (Éro et Claudio d'un côté, Béatrice et Bénédict de l'autre), elle aborde également les thèmes de la mélancolie et de l'amour.

Pour preuve, ces quelques répliques: «L'amour comme la mort sonne à l'heure dite», «vous n'avez pas la joue creuse, vous n'êtes pas torturé, négligé, languissant, vous n'êtes donc pas amoureux», «L'amour n'est pas l'amour quand il est des intérêts qui l'écartent de son objet même», «la mélancolie jette une ombre sur la jeunesse» ou encore «cette crainte devant la vie obscurcit le bonheur».

À ce jeu-là, le narrateur ne demeure pas en reste. Imitant la femme, il la décrit comme «un torrent d'amour et l'instant d'après indifférence subite, amoncellement de rires et torrent de larmes».

D'une manière plus globale, cette représentation m'a beaucoup plu. En présentant une pièce trop rarement jouée, les jeunes de l'UdeM ont su, grâce à une mise en scène impeccable, donner le ton juste à cette oeuvre, tenant à la fois de l'opéra, de l'opérette et du théâtre. Ceci s'est d'ailleurs traduit par une ovation levée et des applaudissements particulièrement nourris pour Béatrice, Bénédict et le narrateur.

S'il est une chose à reprocher, l'exiguïté de la scène de la salle Claude-Champagne (même si l'acoustique est excellente) laisse découvrir les coulisses et nuit grandement à la mise en scène des acteurs, et notamment



Caroline Ménard (Béatrice) et Éric Thériault (Bénédict)

aux frasques du narrateur.

Le programme du mois de mars me laisse néanmoins présager d'autres régals pour mes oreilles et nul doute que certains jeunes de l'atelier d'opéra offrent dès à présent l'espoir d'une carrière professionnelle prometteuse. ☺

[Cinéma]

Plombeur de dents et Plombeur de corps

par David Ferland McColough

Qu'ont en commun un dentiste, sa femme croqueuse de diamants, une demi-douzaine de tueurs à gages, les chutes du Niagara, une assistante dentaire mystérieuse, la sûreté du Québec et la ville de Montréal? Ils sont tous rassemblés dans le film *Le nouveau voisin*, version française de *The Whole Nine Yards*, comédie plutôt décevante de Jonathan Lynn.



The Whole Nine Yards

L'histoire de *The Whole Nine Yards* débute dans une petite maison modèle d'une des nombreuses banlieues de Montréal. On y voit le personnage principal, le dentiste Nicholas «Oz» Ozeranski (Matthew Perry), se faire extorquer quelques centaines de dollars par son antipathique femme Sophie (Rosanna Arquette) après une scène d'hygiène buccale personnelle en profondeur. Nous comprenons déjà qu'Oz n'est plus heureux auprès de sa femme, par les coups de tête violents qu'il assène à son volant de voiture avant de se rendre à son cabinet de dentiste dans le Vieux-Port de Montréal. Au retour du travail, Oz rencontre son nouveau voisin (d'où le titre du film) à l'allure sympathique qui est nul autre que Jimmy «La Tulipe» Tudeski (Bruce Willis), un tueur à gages de Chicago récemment sorti de prison, après avoir tué un des gros bonnets du crime de Chicago. Bien malgré lui, Oz se lie d'amitié avec Jimmy. Mais Sophie a un plan qui pourrait lui rapporter le magot et lui donner l'occasion de se débarrasser de son mari: envoyer Oz à Chicago, trouver le fils du mafioso assassiné par la Tulipe et lui demander une récompense pour avoir retrouvé l'assassin de son père. Qu'en tire Oz? Le divorce sans histoire, approuvé par sa femme. Arrivé à Chicago, Oz rencontre Yanni Golgolack, couche avec la

femme de Jimmy la Tulipe, la sulfureuse Cynthia (Natasha Menstridge) et, par un élan d'honnêteté, téléphone à la Tulipe pour lui dire qu'il a lancé son ennemi juré à ses trousses. S'ensuivent alors trahisons, fusillades, poursuites et autres péripéties.

The Whole Nine Yards est un film assez drôle, mais trop ordinaire. L'histoire est originale et il est assez intéressant de voir un pauvre dentiste tout ce qu'il y a d'ordinaire totalement dépassé par les événements reliés au monde interlope. Malgré cela, l'histoire est assez superficielle. Très peu de choses vous surprendront et vous ne verrez pas de personnages vous montrer la profondeur de leur âme. Les comédiens, eux, déçoivent. Matthew Perry nous rappelle Chandler, son personnage de *Friends*: maladroit, un peu benêt, aux expressions souvent trop exagérées, mais il réussit quand même à nous faire rire. Quant à Bruce Willis, dont le personnage n'est que secondaire, son jeu nous rappelle plutôt *Le Chacal* ou *Hudson Hawk* que *Le sixième sens*, mais c'est quand même mieux que ses rôles de policier alcoolique se foutant de tout comme dans ses *Die Hard*, *Le Dernier Boy Scout* et j'en passe.

Quelque chose d'intéressant dans ce film: les lieux de tournage. Il a presque entièrement été tourné à Montréal. Dans tout le film nous

pouvons voir des endroits bien connus de Montréal comme le Vieux-Port, le pont Jacques-Cartier, le resto-bar Jazz Biddle's sur Aylmer et même le McIntyre Medical Building de McGill. En plus, le film n'a pas la prétention de se dire d'être dans une autre ville que Montréal. Nous pouvons donc voir Bruce Willis lire le Journal de Montréal et la Sûreté du Québec ramasser les cadavres après une fusillade. Mais malgré les pitreries de Perry et les images de notre chère métropole, ce film reste une comédie bien ordinaire que l'on oublie à la sortie du cinéma. ☹



Jeux belliqueux

[littérature]

par céline furi

Le 11 février dernier se tenait à la librairie Indigo le lancement du livre *Quand les grands jouaient à la guerre*, un récit qu'Ilona Flutszejn-Gruda destine à ses petits-enfants, à ses enfants, mais d'abord à elle-même, «parce que j'avais envie de l'écrire».

D'écrire son histoire, celle d'une Polonaise juive qui a vu de ses yeux d'enfant la Deuxième Guerre Mondiale s'annoncer au seuil de sa porte, sans crier gare. Interrompant du coup brutalement, illogiquement, le quotidien et les frivolités infantiles. «J'avais neuf ans, et pendant que les grands discutaient de la tragédie à venir, je jouais avec mes amis sans savoir que cela ne se produirait plus jamais». Une petite fille qui ignorait ce qu'être juive impliquait. «À Miedzeszyn, nous ne savions rien des Juifs, des Polonais, de Dieu, des prières, etc. Et pourtant, tout cela influençait sérieusement les relations entre individus, et même entre les enfants.»

Chassée de sa ville natale en banlieue de Varsovie, elle a suivi les grands dans l'expédition périlleuse de la fuite vers l'Asie,

dans des conditions d'extrême pauvreté, de crises de malaria, de constants points d'interrogation, endossant bravement la débrouillardise et les responsabilités imposées par la survie.

Tout en conservant, devant l'absurde de la guerre, les couleurs de la naïveté: «Une nuit, je me suis réveillée avec le sentiment étrange que mon lit s'élevait

dans les airs puis retombait. [...] C'était un tremblement de terre. J'étais prise de panique et j'ai supplié mes parents de sortir comme les autres, le toit risquant de s'écrouler sur leurs têtes. Alors, mon père a dit dans un geste d'invité: «Si nous devons

«C'est dans un ciel bleu splendide que les avions allemands ont commencé à lancer des bombes. C'était le dernier été avant la guerre. J'avais neuf ans.»

mourir, mangeons au moins les carottes qui nous restent, il ne faudrait pas qu'elles périssent». Et, sur ces paroles pleines de sagesse, mes parents se sont assis à l'endroit qui nous servait de garde-manger et se sont mis à dévorer ces misérables carottes en riant aux éclats. [...] Dans ma mémoire, ce tremblement de terre est resté lié à une histoire de carottes.» Ilona Flutszejn-Gruda, établie à Montréal depuis

1968 et docteur en chimie, semble aujourd'hui regarder son histoire avec tendresse, un brin d'humour et surtout, une confiance en l'endurance de l'hu-

main, en la vie. «Vous savez, il y a beaucoup d'enfants qui, même s'ils ont faim, demeurent des enfants [avec des joies]. [...] Quoi qu'il arrive... la vie continue!», dit-elle avec sourire... et sagesse. ☉



Quand les grands jouaient à la guerre, d'Ilona Flutszejn-Gruda

Éditions Actes Sud Junior

Du beau et du musclé

[danse]

par caroline laroche

Dans le cadre du Festival Montréal en lumière, Hélène Blackburn présente *Incarnation à l'Usine C*.

Au nom du modernisme, la danse a souvent pris des allures excentriques, déconstruites, à un point tel que l'accomplissement du danseur se retrouvait camouflé par cet art boursoufflé. Tout en restant contemporaine, Hélène Blackburn réussit à redonner ses lettres de noblesse à la profession de danseur, à montrer l'ampleur du travail de l'artiste.

Le premier coup d'œil jeté, on s'imprègne de l'ambiance d'un studio de danse : un grand espace, des murs nus, quelques chaises éparées. Six danseurs - trois de chaque sexe - vont envahir et posséder cet espace, y suer sang et eau, y faire craquer leurs os, pendant soixante minutes de grâce.

L'œuvre est formée de plusieurs fragments, un peu à la manière d'une répétition en studio. D'ailleurs, la simplicité des costumes accentue encore une fois l'aspect «répétition quotidienne en studio». Seule incartade: l'utilisation de grands manteaux par les hommes, qui seront transformés en jupes pour les filles, et qui créent un très bel effet visuel. La chorégraphie est extrêmement physique, elle pousse le corps à sa limite; lorsque la musique s'arrête, et que seul le halètement rapide des interprètes brise le silence, on se retrouve confronté à leur effort surhumain, au travail incessant qu'ils doivent fournir pour l'amour de la danse.

Ce n'est pas que la danse d'Hélène Blackburn apporte beaucoup sur le plan de l'ingéniosité ou de l'innovation. Mais elle fait du bon travail, elle crée du beau et continuera sûrement à le faire. Dans *Incarnation*, elle utilise beaucoup la répétition de mouvements en décalage, l'interaction entre duos et trios. Elle mise sur une technique très stricte, à mi-chemin entre le ballet - il y a des «splits» à la pelletée! - et la danse moderne. Le résultat est agréable, surtout grâce aux interprètes, qui maîtrisent bien leur art et réussissent à être en symbiose tout en conservant leur style propre. Le couple formé par Kirsten Pollard et Marq

Frerichs m'a particulièrement impressionnée. Bref, la danse selon Hélène Blackburn est un spectacle digne d'intérêt, et surtout plus accessible que la plupart des créations en nouvelle danse.



Hélène Blackburn

Montréal illuminée

Présentée en première au Festival International de Nouvelle Danse de l'an passé, la chorégraphie *Incarnation* était de retour sur scène du 22 au 26 février. L'événement était associé au Festival Montréal en lumière - la nouvelle identité du Festival d'hiver de Montréal (Ah? Il y avait un festival d'hiver à Montréal?). À grands renforts de publicité, le Festival Montréal en lumière tente de raviver la scène culturelle montréalaise et de se démarquer du Carnaval de Québec. Le festival comporte trois

volets : Lumière, Arts de la scène et Gastronomie. Du côté Lumière, on peut admirer des créations lumineuses dans plusieurs parcs de Montréal. Le volet Arts de la scène est plutôt une catégorie fourre-tout, rassemblant un fouillis de manifestations culturelles en musique, en théâtre et en danse, manifestations qui auraient eu lieu de toute façon, festival ou pas festival! Quand au volet Gastronomie, c'est celui dont la programmation semble la plus étoffée, mais c'est également celui qui fait le plus mal à nos portefeuilles étudiants. En ce qui concerne les activités gratuites ou du moins accessibles, cela pourrait se résumer aux conférences données par sœur Angèle. La vie est ainsi faite : lorsque nous devenons trop vieux pour la Fête des Neiges, nous sommes encore trop pauvres pour le reste! ☉

CARBONE 14
présente

femme comme paysage
une performance de
LIN SNELLING

«Une ode à ce corps humain magnifique, fascinant et mystérieux (...). beau et troublant.» S. Brady, LA PRESSE

«L'art de Snelling, si lumineux, nous enveloppe et nous berce doucement. (...) une belle œuvre... sans frontière.» A. Martin, LE DEVOIR

«(...) L'une des performances les plus inhabituelles que j'aie vues depuis des années. (...) immensément touchante.» L. Howe-Beck, THE GAZETTE

du 1^{er} au 11 mars

EN VENTE MAINTENANT - NOMBRE DE PLACES LIMITE
RESERVATIONS: USINE C (514) 521-4493 / ADMISSION 790-1245

10 SOIRS SEULEMENT - À NE PAS MANQUER!
2 paires de billets à gagner!
Venez les réclamer au Shatner B-07.
Premier arrivé, premier servi.

SOMMET DE LA JEUNESSE



Le Sommet de la Dénonciation

par julien laplante

Des deux côtés, on essayait de trouver des solutions aux problèmes des jeunes. D'un côté, le budget était de 10 000 dollars, de l'autre, de 1 million.

Peu de cravates et d'habits bleus dans le sous-sol de l'Église Sacré-Cœur-de-Jésus, en plein cœur du quartier St-Roch, l'un des quartiers populaires les plus pauvres de Québec. L'endroit idéal pour organiser un contre-Sommet qui se voulait une dénonciation du Sommet du Québec et de la jeunesse, une foutaise selon la plupart des participants. «C'est le sommet des seniors, c'est le sommet d'André Bérard, c'est le sommet de Charles Sirois et de sa gang du patronat», a affirmé Charles, un membre de CAPjeunesse (Coalition autonome populaire jeunesse), la coalition d'organismes jeunesse en charge du contre-Sommet. Charlene Rochefort, une étudiante qui participait au Sommet, partageait cette opinion: «Le gouvernement fait passer ses revendications sur le dos des jeunes en organisant le Sommet du Québec».

Le point fort de l'événement, qui se tenait du 21 au 24 février, a sans doute été la venue de Michel Chartrand, qui y est allé de ses diatribes habituelles, dénonçant d'une manière virulente la tenue du Sommet. Pour l'ancien syndicaliste, l'événement ressemblait plus à une entreprise de manipulation qu'à une vraie consultation. «Bouchard, c'est le «crosseur» en chef» criait-il à qui voulait l'entendre, le répétant même sur les ondes de Radio Canada le lendemain matin.

Les protestataires du contre-Sommet ont non seulement rejeté du revers de la main le Sommet, mais aussi l'État actuel. «Le rôle de l'État est de permettre à chaque citoyen de s'épanouir et de parvenir à sa taille d'homme et de femme» a affirmé Chartrand, qui déplore qu'on en soit venu à quémander de l'aide au gouvernement et au secteur privé. «Il faut arrêter de quêter dans ce pays-là» déclare-t-il. L'éternel militant croit que l'aide de l'État revient de droit au citoyen. C'est que, pour bon nombre de participants, ce n'était pas seulement le

Sommet qui causait problème, mais aussi la nature même de notre système.

Quelque 250 personnes étaient venues entendre M. Chartrand, incluant les journalistes qui s'étaient déplacés en grand nombre pour l'entendre. La fébrilité était alors à son comble et la désorganisation à son summum.

La majorité des membres de l'audience disait vouloir agir, sans toutefois savoir comment. On prenait librement le micro



Le contre-sommet en action

pour faire passer son message, qui allait de la proposition de faire libérer les «camarades» arrêtés en matinée par la police de Québec à celle d'inviter François Legault à venir s'exprimer au contre-Sommet. Une joyeuse anarchie, qui aura finalement porté peu de fruits. Quelques manifestants sont allés manifester au Palais de Justice pour rencontrer les «camarades», mais François Legault, qui a déclaré en soirée sur les ondes de Radio Canada «ne pas avoir le temps d'y aller», n'a jamais mis les pieds dans le sous-sol de l'église.

Certains participants soulignaient le manque d'organisa-

tion et de revendications claires au contre-Sommet. «Tout le monde renvoie la balle à tout le monde» a affirmé Pierre Farley, étudiant au collégial. Celui-ci croyait d'ailleurs avoir mis le doigt sur le problème: «On ne peut rien demander de précis en tant que tel, parce qu'il y a trop de choses à demander». Le manque d'organisation du contre-Sommet importait toutefois peu aux participants, qui savaient très bien qu'il ne pourrait de toute façon rivaliser avec les énormes moyens gouvernementaux. L'important était de dénoncer. «Nous affirmons notre droit à la dissidence» a expliqué Lucie Charbonneau, membre du Parti de la démocratie socialiste, qui était présente au dernier jour du contre-Sommet, alors que la salle était quasiment vide.

CAPjeunesse, qui s'est occupé d'organiser le contre-Sommet, n'a pas eu beaucoup de moyens pour y arriver. «Les organismes qui sont dans la coalition nous ont aidés, explique Pierre-Daniel Décarie, coordonateur du RAJ (Regroupement autonome des jeunes) et membre du CAPjeunesse, mais le gouvernement a refusé de nous accorder une subvention pour faire venir les participants au contre-Sommet». Ceux-ci se sont donc contentés d'un budget de 10 000 dollars, dont 1500 pour louer le sous-sol d'église. Néanmoins, Décarie est étonné du succès de l'événement: «Nous n'attendions pas autant de monde et nous sommes bien contents». L'entrée au contre-Sommet était libre et une foule bigarée s'y s'est finalement amassée.

Le contre-Sommet était principalement constitué de conférences et d'ateliers qui touchaient à différents sujets, de l'environnement en passant par le logement, le tout dans une perspective d'éducation populaire. Décarie explique que plus de 200 propositions ont finalement été énoncées lors du contre-Sommet, mais qu'aucun document n'a encore été publié pour les faire connaître. «On n'a pas dix fonctionnaires qui travaillent à plein temps pour faire ça», dit-il un peu dépité. ☉

Manifestation au Sommet

par julien laplante

La journée avait été calme. Le Forum du Sommet du Québec et de la Jeunesse s'était déroulé toute la journée, sans embûche, sans manifestation et dans un ennui mortel. C'était avant la soirée d'ouverture du Sommet, au Grand Théâtre de Québec, où les manifestants anti-sommet ont croisé le fer avec la police de Québec.

La soirée d'ouverture, qui devait réunir des artistes aussi divers que la très conventionnelle Isabelle Boulay et le subversif duo hip hop Sans Pression, a finalement donné lieu à un tout autre type de soirée. Un élégant ballet de gaz lacrymogène, qui s'est déroulé entre le cordon de policiers en tenue anti-émeute, bloquait l'accès au grand théâtre, tandis que les manifestants survoltés ne se dispersaient que sporadiquement, au gré des explosions.

La plupart des manifestants venaient de Montréal, et c'est sans doute ce qui a mené l'affrontement à terme. Vers 23h00, une quinzaine d'autobus étaient stationnés sur le boulevard René Lévesque, attendant patiemment que leurs passagers montent à bord.

La manifestation, qui n'était pas organisée

par une association particulière, se voulait une dénonciation du Sommet de la jeunesse et visait à empêcher la tenue de la soirée d'ouverture. Ce qui a été réussi puisque le spectacle a finalement été annulé et qu'aucun ministre ne s'y est présenté. Les rares personnes qui ont réussi à pénétrer dans l'enceinte du théâtre ont pu assister, de l'intérieur, aux échanges de projectiles entre policiers et manifestants. Celles-ci ont par ailleurs dû être enfermées dans une salle de spectacle lorsque les gaz lacrymogènes ont pénétré dans le bâtiment par des fenêtres brisées.

Parmi les manifestants, dont plusieurs participaient aussi au contre-Sommet, on dénonçait la tenue du Sommet officiel. «Je suis contre ce sommet-là, a déclaré Alain Marcoux, c'est un sommet où tout est décidé



La police sur les dents

d'avance. Ça ne sert qu'à cautionner les politiques du gouvernement».

D'autres manifestants dénonçaient les tactiques policières. «Déjà par l'uniforme, c'est une répression», a expliqué Jean-François, qui a été frappé par un projectile lacrymogène un peu plus tard dans la soirée. Il a excusé le comportement agressif des manifestants, qui lançaient des projectiles et haranguaient les policiers, en prétendant que ce n'était qu'une

réponse à d'autres actes de violence: «Les coupures gouvernementales, même si ce n'est pas de la violence physique, c'est de la violence qui est faite à la jeunesse québécoise.»

Aucune arrestation n'a été faite durant cette manifestation, mais la police de Québec a déploré le comportement violent des manifestants pour faire valoir leur point de vue. Le porte-parole de la police de Québec a d'ailleurs fortement insisté sur l'utilisation de cocktails molotov et de boules de billard par les manifestants. Les premiers projectiles à avoir été lancés ont cependant été ceux des policiers. Seul un policier a été légèrement blessé.

Des manifestations de moindre envergure ont aussi eu lieu aux portes du Centre des Congrès de Québec, où se tenait le Sommet. Elles n'ont cependant pas connu autant de succès, puisque la police de Québec a rapidement chassé les protestataires. Les deux journées officielles du Sommet ont donné lieu à un total de cinq arrestations. ☉



SOMMET DE LA JEUNESSE

Réinvestissement dans l'éducation

par Julien Laplante

Le gouvernement a finalement pris la décision de réinvestir un milliard dans l'éducation, de reconduire le Fonds de lutte à la pauvreté et de mettre en place un Fonds jeunesse de 240 millions de dollars. La plupart des observateurs n'accordaient pourtant que peu de chances de succès au Sommet du Québec et de la Jeunesse il y a quelques semaines. Le gouvernement serait-il vraiment à l'écoute des «jeunes»?

«On ne pense pas qu'on va refaire le monde ici» affirmait Jacques Théorêt, conseiller responsable des dossiers jeunes de la FTQ en ouverture du Sommet. Même son de cloche du côté des partis politiques. «C'est difficile d'en arriver à un consensus, parce qu'il y a mille et un intérêts divergents» soulignait Mario Dumont, chef

de l'Action Démocratique du Québec (ADQ), avant que le Sommet ne commence. Les libéraux, quant à eux, n'en attendaient pas plus du Sommet. Ils ont hésité avant de participer à l'événement. «On craignait la récupération des événements [par le PQ]» dit

le chef du Parti Libéral (PLQ), Jean Charest. Il affirme que le PLQ a finalement pris la décision de participer au Sommet pour défendre les idées du parti pour les jeunes. Daniel Baril, de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ) se montrait quant à lui un peu plus optimiste quelques semaines auparavant. «Les jeunes ont peut-être une bataille à finir, celle qui a commencé à l'autre Sommet.»

Les attentes n'étaient pas très élevées. Mais, en fin de Sommet, coup de théâtre! Le gouvernement, après de longues séances en huis clos, offre sur un plateau d'argent un réinvestissement de un milliard pour l'éducation. Tous les participants au Sommet félicitent le consensus qui vient d'être atteint et on vante les qualités de négociateur de Lucien Bouchard et François

Legault. Les étudiants, tout comme les groupes communautaires, qui bénéficieront de la nouvelle manne par l'entremise des fonds, n'ont pas à se plaindre. Un milliard pour l'éducation plus 500 millions pour différents Fonds semblent avoir réussi à créer le consensus. Pourtant, les universités demandaient à elles seules 650 millions de dollars avant le Sommet.

Les coupures en éducation atteignent quasiment deux milliards de dollars depuis 1996. Avec la décision de réinvestir un milliard de dollar sur trois ans pour quatre niveaux d'éducation, on est loin de combler l'énorme fossé financier entre les besoins et

les revenus des universités. De plus, de ce montant, la moitié sera non-récurrente, c'est-à-dire qu'une fois le mandat du PQ terminé, le nouveau gouvernement aura toute la liberté de réduire de 500 millions les nouveaux revenus que le système d'éducation aura «gagnés» lors du Sommet. L'autre partie du milliard

sera quant à elle récurrente et restera dans le système indéfiniment, du moins jusqu'aux prochaines coupures.

Le gouvernement, conjointement avec le secteur privé, met aussi en place un fonds de 240 millions de dollars qui visera à intégrer les jeunes au marché du travail. Le communiqué émis par le gouvernement indique que le

Fonds pourra soutenir «des projets visant à l'acquisition d'une première expérience de travail, le développement de stages en milieu de travail [et] le soutien à l'entrepreneuriat jeunesse.» Pour ne pas laisser en reste les régions, qui auront crié haut et fort leur désespoir tout au long du Sommet, une partie du Fonds, soit 15 millions, sera gérée par des instances régionales.

Le Fonds de lutte contre la pauvreté, créé lors du dernier Sommet socio-économique et qui finance de nombreux groupes et programmes communautaires, est quant à lui reconduit jusqu'à la fin du mandat du PQ au coût de 160 millions par

année.

Le gouvernement a donc mis en place ou reconduit plusieurs mesures palliatives qui sont fortement étiquetées «PQ» puisque qu'elles prendront toutes fin avec la fin du mandat des péquistes. Rien n'obligera le prochain gouvernement à les reconduire.

C'est probablement Mario Dumont qui aura le mieux résumé la situation à la fin du Sommet du Québec et de la Jeunesse. «Si tout le monde est content, nous sommes contents aussi» a-t-il dit. Difficile de critiquer les politiques gouvernementales lorsqu'il y en a un peu pour tout le monde. ☉



Heureux comme des papes



Le palace au sommet

[commentaire]

Le Sommet est un long fleuve tranquille

par Sonia Ziadé

Le gouvernement du Québec se devait de tenir ce Sommet, il l'avait promis en fin de campagne électorale. Mais il est vrai qu'il avait aussi promis un autre référendum...

Lucien Bouchard savait très bien que beaucoup de doute rôdait autour des vraies intentions du gouvernement en tenant ce Sommet. Plusieurs ont cru et croient encore que tout était décidé d'avance, que l'événement ne servait qu'à légitimer le gouvernement aux yeux de la population en faisant croire qu'il se soucie vraiment des jeunes. Mais pour Bouchard, ce scepticisme ne faisait que confirmer la nécessité de tenir le Sommet. Toutefois, le pari était risqué. Avec 1 million de dollars investis dans ce sommet et tous les efforts déployés au cours des derniers mois, si les participants n'en sortaient pas satisfaits, le gouvernement se tirait dans le pied.

Consensus?

Ce que Bouchard et ses acolytes réclamaient à l'issue de l'exercice, c'était un minimum de consensus. Et du consensus, il y en a eu. Jamais les différents acteurs sociaux n'auront été aussi solidaires. Par exemple, tous ont appuyé le retour du droit de vote aux étudiants du secondaire dans les conseils d'établissements scolaires. D'ailleurs, ce droit de vote, pour les étudiants de quatrième et cinquième secondaire, a été supporté par le ministre Legault la journée même.

Par ailleurs, plusieurs organismes ont également adhéré à la plate-forme du groupe Concertation Jeunesse dont les principales revendications étaient la lutte contre l'exclusion, la précarité et la pauvreté chez les jeunes. Le gouvernement a d'ailleurs tenté de se montrer sensible aux problèmes touchant les jeunes en promettant la mise sur pied d'une politique jeunesse globale d'ici un an. Sur la nécessité de réinvestir en éducation, les acteurs du Sommet ont été unanimes.

Mais quand on parle d'argent...

C'est en fin de journée mercredi que Concertation Jeunesse (qui regroupait les principaux groupes jeunes) a tenu un point de presse pour annoncer qu'il réclamerait 1,3 milliards de dollars (dont 650 millions pour les universités) au gouvernement pour investir dans l'éducation d'ici une période maximale de trois ans. Au cours des premières discussions en huis clos qui ont duré moins de trois heures, les participants se sont heurtés à un mur. D'ailleurs, le ministre des Finances, Bernard Landry, s'est fait remarquer par son absence qui rendait impossible toutes réponses gouvernementales aux demandes avancées par les différents groupes sociaux. Le ministre Legault a même affirmé à plusieurs reprises qu'il n'était pas question de faire au Sommet le budget du Québec mais plutôt d'établir des priorités.

Malgré des négociations qualifiées de chaotiques par différents participants, la cellule jeunesse a finalement obtenu, jeudi en fin de soirée, un milliard de dollars pour l'éducation, distribués sur une période de trois ans. Le gouvernement a aussi trouvé 400 millions de dollars à investir dans des fonds destinés aux jeunes et à la lutte contre la pauvreté.

Bilan mitigé

Si les «jeunes» (catégorie qui inclut les individus jusqu'à 35 ans pour les besoins du Sommet) ont réussi, après maintes et maintes revendications, à obtenir des engagements concrets de la part du gouvernement en matière d'éducation et de pauvreté, tous ne sont pas sortis satisfaits des négociations. Les autochtones se sont retirés jeudi dans la journée, prétextant que la réalité des jeunes autochtones était très différente de celle du reste de la jeunesse québécoise. Quant aux minorités visibles, leurs revendications n'ont été que peu discutées. Finalement, les Libéraux de Jean Charest ont déploré qu'enfin une fois le gouvernement au pouvoir n'ait pris que des engagements à court terme... peut-être en attendant le prochain Sommet? ☉

SOMMET DE LA JEUNESSE

Une goutte dans l'océan

par isabelle porter, Impact Campus (PUIQ)
avec la collaboration de marianne théorêt-poupart

Traiter de la question de l'environnement lors du Sommet relève presque de l'absurde, tant cette dimension a été négligée durant l'événement. En effet, un seul représentant a été invité à participer au Sommet officiel et ce, à la dernière minute. Et pourtant...

Durant la manifestation, une étudiante en grève du Cégep de Rosemont disait protester surtout pour le peu de cas fait de l'environnement dans l'agenda du Sommet du Québec et de la jeunesse.

Durant la journée, Stéphane Martel, représentant du groupe Environnement Jeunesse, arpente les corridors du Sommet pour sensibiliser les gens à l'importance de la question du développement durable dans un événement supposé être tourné vers l'avenir. Son organisme déposait, à cette occasion, un manifeste dénonçant, entre autres, «l'absence complète et irresponsable de la protection de l'environnement dans les priorités d'action du Sommet».

Les groupes environnementaux au Sommet alternatif

Lyne Desnoyers, du même groupe, participait quant à elle au sommet alternatif: «Bouchard est rendu allergique au mot environnement». Mme Desnoyers rappelait par ailleurs que Lucien Bouchard est un ancien ministre de l'Environnement au niveau fédéral. De son côté, Jean Lapalme, directeur de la coalition Eau Secours! (coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau), donnait un atelier lors de la troisième journée du Sommet parallèle: «Le thème de l'environnement n'est pas discuté au Sommet officiel. Cela démontre une vision assez tronquée et de courte vue du développement et de l'avenir de la jeunesse, qui dépendent de plus en plus du milieu naturel.»

Petit gain pour peu d'écoute

À la sortie de la séance à huis clos du mercredi soir, Stéphane Martel cachait mal son scepticisme et sa révolte: «On est à des milliards d'années-lumière de parler d'environnement ici». Environnement Jeunesse, qui s'était associé au groupe de Concertation Jeunesse pour pousser ses revendications dans la journée du mercredi, aura quand même réussi à mettre à l'agenda de la future politique jeunesse la question du développement durable.

Lors de la conclusion du Sommet, au moment où le ministre de l'Éducation et le Premier ministre serraient les mains de participants, Stéphane Martel n'a pas mâché ses mots devant le ministre. Alors que l'on n'en avait que pour les félicitations, le ministre Legault remerciait M. Martel pour ses interventions: «Il y a beaucoup d'éducation à faire dans le domaine de l'environnement.» Et Stéphane Martel de répondre: «Il y a de l'éducation à faire au ministère de l'Éducation en environnement.»

Les faits saillants du Sommet du Québec et de la Jeunesse

Mardi le 22 février

- Le Forum, les participants se fâchent, l'ordre du jour est bouleversé
- Les bombes lacrymogènes pleuvent en soirée

Mercredi le 23 février

- Michel Chartrand au contre-Sommet.
- Appui total au droit de vote étudiant sur les conseils d'établissement
- Concertation jeunesse demande 1,3 milliard de dollars.

Judi le 24 février

- Les autochtones se retirent des négociations.
- Un milliard dans l'éducation, et 500 millions dans des fonds.

Les «boss» au Sommet

par Simon Boivin, Impact Campus (PUIQ)
de mon âge plutôt que pour ma compétence.»

Qui doit payer, combien et pour quoi?

Si les gens du privé reconnaissent volontiers que le système de prêts et bourses mérite une bonification, ils demeurent intraitables sur la nécessité d'augmenter les frais de scolarité. Pour M. Dussault, comme la clientèle universitaire appartient à la classe moyenne, le gel des frais revient à «une subvention aux gens plus aisés. Faisons payer ceux qui ont les moyens en haussant les frais de scolarité et aidons ceux qui en ont besoin avec des prêts et bourses», analyse-t-il.

Même son de cloche du côté de Mme Nolet: «Je trouve ça dommage, de penser que tout devrait être gratuit. C'est contre nature de penser ça. Ça crée une dépendance sociale qui n'est pas nécessaire.»

La pertinence de se pencher sur le paiement de la dette fait aussi consensus; les partisans de cette option ayant pour leitmotiv que «chacun doit faire sa part.» Gilles Taillon, du Conseil du patronat, y va d'une suggestion inédite: privatiser certaines sociétés d'État qui n'ont plus rien à voir avec la mission de l'État, la SAQ par exemple, et percevoir des impôts qui compenseraient pour les dividendes payés par la société. Pas de doute pour M. Taillon, «le remboursement de la dette est capital».

Les gens du milieu des affaires se sont fait confirmer que le gouvernement allait respecter sa promesse électorale en matière de réduction du fardeau fiscal des contribuables. Pour M. Cléroux, c'était nécessaire. «Le fardeau fiscal nuit à la croissance des entreprises, soutient-il, car les gens ont un pouvoir d'achat restreint. Ce n'est pas une question de philosophie économique, mais bien une nécessité.»

Fort de l'assurance que le gouvernement respecterait sa promesse électorale en matière de baisse d'impôt, le monde des affaires s'est montré plutôt conciliant à la table de concertation.

Une contribution de 120 millions de dollars sur trois ans au Fonds jeunesse, par le truchement d'une surtaxe aux entreprises, l'engagement d'une ouverture de 50 000 postes à des jeunes, et la création d'une banque centralisant les offres de stages en entreprise: le privé juge avoir fait son bout de chemin.

«On est venu pour entendre les jeunes et participer dans la mesure du possible» a lancé Pierre Cléroux, participant-jeune associé de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Il prévient toutefois que «le financement n'est pas illimité», constat similaire à celui énoncé par Manuel Dussault, de l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs, qui affirme que «le banquier, quand il regarde le bilan financier de l'entreprise, il ne demande pas ce que tu as fait pour les jeunes au Sommet».

Interrogée quant à la discrétion dont a fait preuve le milieu des affaires au SQJ, Marie-Hélène Nolet, participante associée de la Chambre du commerce du Québec, objecte que «notre message est diffusé, c'est simplement qu'il n'est pas le plus populaire. Il faut que les jeunes soient conscients des défis de la réalité: la réduction des impôts et le remboursement de la dette, ce sont des choses qui devront être faites éventuellement».

Comme la plupart des participants du côté patronal, elle a exprimé des réticences face au projet de loi-cadre sur l'égalité entre les générations et plaide plutôt en faveur de mesures incitatives. «Il faut faire de la place aux jeunes, mais il faut que ce soit sur une base volontaire. Je serais insultée si on m'avait sélectionnée en raison



Trois jeunes filles attendaient impatiemment dans le lobby du Centre des Congrès de Québec mercredi dernier. «On ne nous a pas laissées entrer, explique Dana Winterberger. Pas de carte, pas de Sommet!». Il fallait montrer patte blanche pour pénétrer dans le secteur du Centre des Congrès où se déroulait le Sommet. Surtout que les policiers et les agents de sécurité étaient sur les dents depuis les manifestations de la veille. Tout ce qui avait l'air jeune (lire: pas en habit) avait droit à une multitude de regards suspicieux qui se dirigeaient inévitablement sur la fameuse carte que tous les participants au Sommet arboraient au cou. Les trois jeunes filles, un peu désespérées, faisaient partie de l'Association étudiante du secondaire de la Commission scolaire de Montréal (AESCSM), seule association étudiante du secondaire. Le trio avait fait le voyage de Montréal pour revendiquer le droit de vote sur les conseils d'établissement de la commission scolaire. «Pour apprendre à devenir des citoyennes à part entière, la première chose à faire est de nous faire participer à nos instances décisionnelles», lance, sur un ton confiant, Arianne Pichette-Neveu. Les adolescentes, qui avaient participé aux rencontres préparatoires du Sommet, en voulaient au gouvernement de ne pas les avoir conviées au Sommet à titre d'invité. La présidente de l'AESCSM, Marie-Claude Charbonneau, était présente à titre d'observateur, ce qui ne lui donnait pas le droit de parole. Celle-ci a cependant pu faire valoir les revendications du groupe au micro lorsqu'un invité lui a donné une partie de son droit de parole. Presque toute l'audience du Sommet s'est alors alliée aux étudiantes, chaque invité donnant son appui au droit de vote étudiant en début d'allocution. Le ministre François Legault a finalement déclaré en clôture du Sommet que la question devrait être réglée d'ici quelques semaines. Un autre consensus d'atteint.

-julien laplante

[régions]

Les Patriotes de la Gaspésie devant l'ONU

Le gouvernement accusé de génocide économique

par isabelle gagné

Les Gaspésiens en ont marre. Tellement qu'ils iront le crier haut et fort à Genève, ce printemps, devant l'ONU. Pour y accuser les deux paliers de gouvernement de génocide économique! Le Délit était sur place pour constater la grogne.

«Les étrangers ont fini de nous dire quoi faire!» fulmine Gaston Langlais, porte-parole des Patriotes. Il n'est pas le seul à bouillir. Deux petits mois après sa formation, le mouvement des Patriotes compte déjà 12 000 membres. Pour 100 000 Gaspésiens! Et on vise le double.

«On n'a rien à dire dans notre développement», déplore le prof de cégep, qui a aussi fait son bout de chemin dans l'industrie des pêcheries, et qui a écrit «pas mal sur la Gaspésie». C'est parce que lui aussi trouvait que «c'est assez, les jeunes qui fouillent dans les poubelles, assez, les jeunes qui emportent une boîte à lunch vide le midi à l'école» que Langlais a accepté l'invitation des Patriotes, et qu'il est devenu leur porte-parole, au début de l'hiver.

Le plan d'action est serré; pas question de se mettre à patiner comme le gouvernement! Pour «réveiller les gens et arrêter l'érosion», les Patriotes se rendront devant la Cour internationale de Genève d'ici la fin de l'hiver. Les gouvernements provincial et fédéral y seront accusés par la délégation de génocide économique, qui perdurerait depuis 35 ans. Un recours collectif de 15 milliards de dollars contre les deux paliers de gouvernement et l'instauration d'un protectorat font aussi partie



des plans. Les Patriotes ne

mâchent pas leurs mots: «On est à un fil de parler de crime contre l'humanité.»

Même si elle n'est «pas de ceux qui ont ridiculisé le projet», Nathalie Normandeau, la députée libérale de Bonaventure, croit qu'il est tout de même utopique de croire que le mouvement n'aura pas besoin du gouvernement pour régler le problème. C'est que le gouvernement, à écouter les Patriotes, en a ou bien trop ou bien pas assez fait, si bien qu'aujourd'hui «on veut plus rien savoir!» C'est sans recours!

Mal en point

La Gaspésie serait-elle plus mal en point que les autres régions du Québec? Oui, Gaston Langlais est catégorique. Z'auriez pas des chiffres? «Non. Mais je le sais!» se borne-t-il à dire.

Langlais dit pouvoir prouver que les actions planifiées au gouvernement depuis 30 ans visent expressément à appauvrir la Gaspésie au profit de Montréal et des banlieues. Il a, à l'appui, une étude du ministère de l'Expansion économique régionale du Québec, produite en 1970, qui dit que «toute politique régionale devra tenir compte de Montréal». Suivant une énumération des objectifs, on y lit aussi qu'«il serait possible d'atteindre tous ces objectifs par un transfert de population des régions pauvres aux régions riches. [...] La réduction de la population du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie n'est pas du tout impensable».

En 1981, Jules Bélanger, alors président de la Société historique de la Gaspésie, avait écrit en préface de son *Histoire de la Gaspésie*: «La nature a fait de la Gaspésie le lieu d'une lutte constante des hommes contre la mer, la forêt, la montagne et l'isolement». En 1970, un rapport remis au Bureau d'aménagement de l'Est du Québec recommandait de fermer 96 villages du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie et de déplacer 64 500 personnes! La crise n'est pas nouvelle. Le ras-le-bol non plus. Le taux de chômage dépasse les 23 p. cent, comparativement à la moyenne provinciale de 8 p. cent. On parle de deux personnes sur trois qui ne travaillent pas ou qui doivent se contenter d'un emploi saisonnier.

Statut particulier

Les Patriotes demandent l'abolition de la règle du «one province, one politic». «On ne gère pas Gaspé de la même façon que Montréal!», se plaint Langlais. Il demande des exemptions d'impôt, un statut particulier. Excessif? C'est pourtant une vision bien adoucie du projet initial que favorisent maintenant les Patriotes. Jusqu'à tout récemment, on parlait de rien de moins que de séparer une partie de la péninsule gaspésienne (de Grande-Vallée à Port-Daniel, une région de 40 000 habitants) du Québec et d'en faire un protectorat canadien, qui adopterait ses propres lois et règlements. Un statut qui ferait de la Gaspésie un autre Monaco, Liechtenstein ou Andorr, selon Langlais.



Prendre la porte!

par gabrielle blanchout

Montréal me voilà! Première claque dans la figure après ma descente d'avion: le froid. Mais à cela je m'y attendais. Deuxième claque: une porte. Ça, je m'y attendais moins.

Je viens de Paris (je vous entendez déjà soupirer). J'admets que les Parisiens ne sont pas les gens les plus chaleureux et attentionnés du monde. Certains vont même jusqu'à dire qu'ils sont «hyper stressés». Alors je fondais tous mes espoirs sur les Québécois, dont on m'avait d'ailleurs dit le plus grand bien: «Tu vas voir comme ils sont sympas là-bas! Cools et super accueillants!» En effet, j'ai vu!

J'ai vu qu'il ne fallait surtout pas attendre que l'on vous tienne la porte lorsque vous passez derrière quelqu'un. Il semble que règne la règle du chacun pour soi. Je passe, après moi le déluge, prends-toi ça dans la figure. Tout d'abord je me suis dit: «Tiens, un malotru!». Ensuite j'ai pensé: «Tiens, on se croirait à Paris!» Au bout d'une vingtaine de portes dans la figure, j'ai fini par hurler (intérieurement) «Mais pourquoi personne ne se tient jamais la porte dans ce pays?» D'autant plus que, froid oblige, elles sont fichtrement lourdes vos portes.

Je pense que je tiens là un véritable problème de société. En effet, huit fois sur dix, la personne devant vous ne vous tient pas la porte. Mais en plus, si vous vous la tenez pour la personne derrière, il y a de grandes chances que celle-ci fonce tête baissée, sans même vous remercier. C'est vrai qu'elle ne doit pas être habituée. Elle doit penser que c'est un oubli de votre part et avoir peur que vous la relâchiez avant qu'elle ait eu le temps de passer. Le comble du comble, cela m'est déjà arrivé de tenir la porte pour laisser passer une personne, et d'en voir trois ou quatre autres s'engouffrer à la suite, toujours sans un seul merci! Peut-être que j'aurais dû tendre la main.

Les Français ont bien des défauts. Mais sur ce point-là, on peut parler de proportion inverse. Disons que huit fois sur dix on vous tiendra la porte. Sauf la veille de Noël dans les grands magasins parisiens, mais cela c'est une autre histoire.

Quel lourd habitus sociologique se cache donc sous ce comportement étrange? Un effet pervers du froid si mordant qu'il vous fait vous précipiter à l'intérieur sans vous soucier de ceux qui viennent derrière? Impossible, on vous balance les portes dans la figure aussi de l'intérieur vers l'extérieur. Le fait que tout le monde soit si couvert qu'une porte balancée ne rencontre que des couches et des couches de vêtements? Possible, mais improbable, j'ai vu plusieurs Montréalais grimacer de douleur après avoir reçu une porte en pleine poire. Ou serait-ce tout simplement un manque de savoir-vivre? (Là je sens votre fierté nationale se hérissier et: «Oh Canada! Terre de nos aïeux...» résonner dans vos têtes.) Mais non, mais non, je ne veux pas dire que tous les Canadiens sont mal élevés et que tous les Français sont des modèles de bonne éducation. Loin de moi l'idée d'une telle généralisation.

Simplement, la vie ne serait-elle pas plus agréable dans un monde où tous se tiendraient la porte et où l'on se remercierait mutuellement de cette politesse? Une porte tenue, un joli sourire et hop! Voilà le restant de votre journée tout illuminé.

Allez, amis québécois, ne faites pas mentir votre réputation de gens chaleureux, tenez-vous la porte et le ciel vous aidera.

Euh...pendant que vous y êtes, pourriez-vous aussi remercier ceux qui se poussent des trottoirs enneigés pour vous laisser passer? Merci d'avance! ☺

Or aujourd'hui Gaston Langlais refuse de parler d'indépendance. «Qui a parlé d'indépendance?», va-t-il jusqu'à s'étonner en entrevue. «Nous réclamons un statut particulier pour la Gaspésie. Si les gouvernements refusent, nous parlerons alors de protectorat, de république, de principauté, voire de souveraineté-association», disait-il à la mi-février en expliquant le réajustement de cap.

Malgré cet adoucissement, Maxime Arseneau, le ministre responsable de la Gaspésie-les Îles, trouve que «les moyens choisis par les Patriotes semblent excessifs». À Chandler, une séance d'information a laissé l'assistance plutôt tiède. Mais les Patriotes parlent fort, et la population embarque. Ou serait-ce que «l'autre population» se tait?

Qu'importe. Il semble que «des artistes de Montréal» ont déjà acheté des cartes de membre, et que de nombreux Gaspésiens exilés «en ville» se préparent à bloquer un pont ou le tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine au cours des prochaines semaines. Le syndicaliste Michel Chartrand devrait aussi participer à deux conférences à l'invitation des Patriotes, au printemps. Un professeur de l'Université Laval organise une Journée de la Gaspésie en mars sur le campus.

Le mouvement est lancé. Les élus sont partagés, la population entrevoit une porte de secours. Reste à voir si, comme elle l'a fait à de nombreuses reprises par le passé, elle ne la claquera pas elle-même. ☹



Course à l'AEUM : le décompte est commencé

Élections de l'AEUM

par sonia ziadé, collaboration isabelle gagné

Le décompte est tombé sous la barre des dizaines. Moins d'une semaine avant les jours d'élections. Les 32 étudiants en lice pour les différents postes à combler redoublent d'énergie. De ces 32 postulants, 19 se présentent pour l'un des six postes au sein de l'exécutif de l'AEUM. *Le Délit* les a rencontrés pour faire le bilan.

Les étudiants devront élire 11 des 13 sénateurs (les deux autres étant automatiquement des membres de l'exécutif de l'AEUM). Les 10 facultés de l'Université sont toutes représentées par au moins un sénateur, bien qu'au moment de mettre sous presse, cinq des dix postes étaient toujours vacants, personne ne s'étant encore proposé. Matt Wyndowe, le VP Communications et événements actuel, fera quant à lui face à Zack Dubinski (qui fait partie du comité éditorial

du *McGill Daily*) au poste de représentant étudiant au Conseil des Gouverneurs.

Les enjeux

En plus de voter pour les candidats de leur choix, les électeurs auront à se prononcer sur deux questions référendaires. On se rappelle du remous qu'ont causé certains étudiants au cours des dernières semaines, en se révoltant contre l'appui de l'AEUM au Cold Beverage Agreement (CBA). Les deux camps se sont entendus à la toute dernière seconde

sur une question référendaire. Rappelons que ce référendum est une initiation étudiante visant à laisser la population de McGill décider si elle accepte que l'Université signe un contrat d'exclusivité avec Coca-Cola sur dix ans. Les détails du contrat sont toutefois confidentiels. La seconde question référendaire concerne le coordonnateur étudiant de première année (FYCC), qui, pour le moment, siège au Conseil législatif sans pour autant avoir droit de vote.

La période de campagne se terminera lundi prochain, alors que les trois jours de vote commenceront. Les 15 bureaux de scrutin seront dispersés à travers le campus.

Les résultats seront dévoilés dans la nuit

de jeudi à vendredi, dès que tous les votes auront été dépouillés.

Le tableau ci-contre présente une première moitié de candidats.

Mentionnons que Clara Peron, Amarkai Laryea et Jacque Poitras se présentent comme v.p. affaires universitaires ; Bob Tarle, Pete Wielgosz, Mark Chodos, Kosta Dritsas, et Jesse Andrews comme v.p. Communications and evenements ; enfin, Kevin McPhee, Jason Antao et Arif Chowdhury se présentent au poste de v.p. finances.

Un portrait plus détaillé de ces derniers candidats sera présenté la semaine prochaine dans *Le Délit*. ☺

Des électeurs mous

par geneviève fortin

Avec le retour des beaux jours, les murs de l'Université se colorent de feuillets multicolores vantant les mérites d'un tel ou d'un autre brigant un poste à l'AEUM. À voir ce combat de couleurs accrocheuses, on pourrait croire que les étudiants de McGill sont passionnés par la politique universitaire. Erreur.

Selon les données fournies par la direction des élections, 20 p. cent seulement des étudiants se prévalent de leur droit de vote. Même s'il considère que ce résultat « n'est pas tellement bon », Brian Lack, directeur adjoint du scrutin, rappelle que c'est une participation tout de même plus élevée que dans

d'autres universités québécoises. En effet, la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ) confirme qu'en général entre 10 et 15 p. cent de la population étudiante exerce son droit démocratique lors des élections d'associations étudiantes.

Indicatifs à voter

Pour remédier à cette faible participation, le directeur des élections de l'AEUM pense à instaurer certains incitatifs. Les représentants travaillant dans les bureaux de vote seraient invités à encourager les étudiants à voter. Si leurs manœuvres fonctionnaient et qu'ils parvenaient à faire augmenter le niveau de participation, ils verraient leur salaire horaire augmenter légèrement. La direction des élections pense également à des moyens s'adressant plus directement aux électeurs tel que différents concours où quelques X vaudraient une

bière! Cette façon de faire a cependant amené certaines personnes à se poser des questions quant à la qualité du vote.

Selon Brian Lack, le manque d'intérêt des étudiants pour les élections de leur association étudiante est probablement lié à un manque général d'appartenance à l'université. Il établit un parallèle entre les faibles assistances aux matchs des Redmen et l'indifférence des étudiants en ce qui concerne les gestionnaires des millions de l'AEUM. ☺

Le Tableau des candidats

propos recueillis par sonia ziadé et geneviève fortin
photos par bartek komorowski et mélissa martin

Présidence

Wojtek Baraniak
Sciences politiques et économie
U3
Ottawa, Ontario



Tamana Kochar
Gestion
U3
Inde, élevée au Koweït

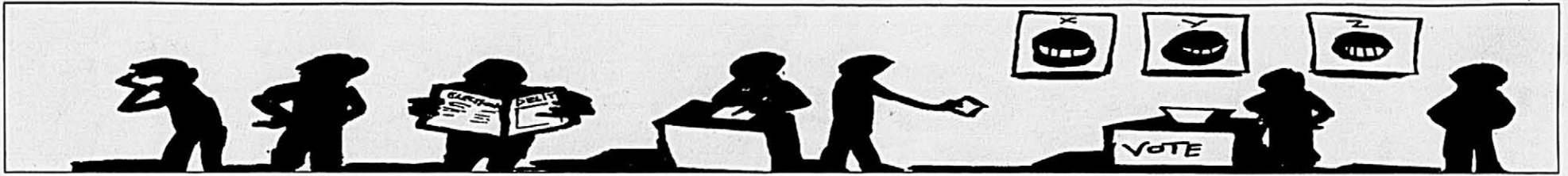


Romulo Severino*



Motivations	Ne veut pas laisser la société mcgilloise dans cet état	Veut faire plus et autrement	Plus de représentation
Expérience	VP Communauté et affaires gouvernementales Casa Conseiller faculté des arts Exécutif au PSSA Exécutif Association des étudiants en économie	Possède une expérience dans tous les portefeuilles de l'AEUM	Aucune
Position sur le MCI	Contre un système d'éducation à deux vitesses	Proposition élitiste, un pas vers la privatisation	Refuse de se prononcer
Position sur le contrat d'exclusivité (CBA)	Pour, favorise un référendum	Contre mais respectera la décision du référendum	S'en remet au résultat référendaire
Projets concernant les francophones	Bilingue, importance du bilinguisme	Veut qu'il soient plus intégrés	
Programme électoral	Centre anti-pauvreté Fonds pour les projets étudiants Ordinateurs au Shatner	Accessibilité des bibliothèques et meilleurs ressources Améliorer relations AEUM et étudiants Conférenciers invités	Toujours inconnu

*Romulo Severino n'avait pas retourné les appels du *Délit* au moment de mettre sous presse. Les données ont été empruntées au *McGill Daily*.



Le Tableau des candidats (suite)

VP Clubs et
services

Akin Alaga
Sciences Politiques
et littérature anglaise
U3
Nigéria



Chris Gratto
Sciences politiques et
économie
U3
Canton, New York



Andre Nance
Histoire
U2
Athens, Ohio



Motivations	Établir conditions favorables pour les clubs	Améliorer communication entre étudiants et clubs	Accessibilité des clubs et les services
Expérience	Coordonnateur politique du Black Student Network Président du comité constitutionnel pour le comité des étudiants africains	VP finances pour l'AUS Conseil du Solin Hall MINS Club de plein air	Représentant UNSAM Débats oratoire McGill Students for literacy Walksafe Club de plein air Conseil d'administration du Tribune Rédacteur en chef du journal d'histoire
Position sur le MCI	Contre, mais nuancé	Programme «super», mais craint un système d'éducation à deux vitesses	Contre, crainte qu'écoles publiques passent au second rang
Position sur le contrat d'exclusivité (CBA)	Le processus doit être transparent, referendum	Il faut étudier le contrat, referendum	Étudiants manquent d'informations
Francophones	Plus grand support pour les groupes minoritaires	En cas de demande, faciliterait la formation de clubs francophones	Communauté francophone devrait être plus forte

V-P Communauté
et affaires
gouvernementales

Jeremy Farrell
Sciences politiques et mineure
développement international
U2
Grimsby, Ontario

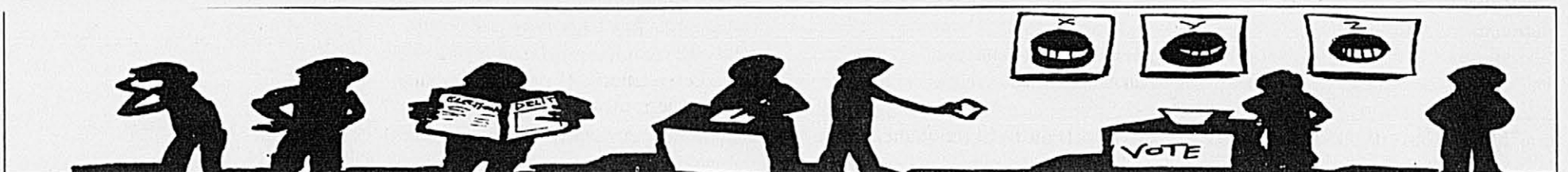


Louis-Philippe Messier
Philosophie mineures économie et
littérature française
U3
Ste-Thérèse, Québec



Motivations	Suite logique aux engagements passés	Veut représenter McGill auprès du gouvernement
Expérience	Modérateur du IRC Représentant affaires extérieures de l'AUS Conseil McConnell Hall VP externe AUS Conseiller AÉUM Comité des affaires gouvernementales canadiennes Représentant pour campagne Centraide de McGill	Commissaire Francophone
Position sur le MCI	Prudence. Crainte d'un système à deux vitesses	Contre, mais l'argent pourrait être utile à l'université
Position sur le contrat d'exclusivité (CBA)	Forme de corporatisme, mais procurerait de l'argent qui pourrait être bénéfique pour l'université	S'en remet au résultat référendaire
Francophones	Porter plus d'importance aux étudiants francophones afin de comprendre leurs besoins	Cherchera leur appui pour les projets concernant le gouvernement

←
Débat francophone des candidats
vendredi le 3 mars à 15h30, Alley Cats
→





DÉBAT SUR LE CBA

Tischler pour

Les discussions sur le contrat d'exclusivité des breuvages froids (CBA) ont commencé en mars 1999. L'AEUM a été consultée à l'époque et le conseil de l'AEUM a bien débattu. Depuis mai dernier, nous avons été impliqués dans des discussions à propos des termes de l'entente, nous avons vu les contrats et nous avons envoyé le tout au Conseil législatif de la société des étudiants après qu'il soit passé dans les mains de trois groupes d'avocats. Nous avons reçu la première copie du contrat à la fin de décembre 1999.

Il s'agit d'un contrat de distribution et non de publicité. En fait, il n'y a aucun changement significatif au niveau de la publicité. La demande de confidentialité n'est pas venue de l'AEUM ni de l'Université McGill, mais est plutôt une requête de Coca-Cola.

L'Université McGill a eu des contrats d'exclusivité de distribution depuis plusieurs années, chacun d'une durée allant de deux à dix ans. Le CBA n'est pas nouveau, sauf pour ce qui est de l'offre faite aux étudiants de participer directement aux profits. Les associations des diverses facultés ont aussi des contrats d'exclusivité de distribution avec des entreprises comme Pepsi, Coke, Molson, et plusieurs autres. Aucune perte d'autonomie ni aucune augmentation du pouvoir corporatif n'ont résulté des contrats au niveau des associations et de l'Université. La différence avec le CBA, c'est qu'il cherche à augmenter le pouvoir d'achat de la communauté dans son ensemble.

Si le contrat n'est pas signé, chaque association ainsi que l'Université devront signer leur propre entente avec Coke et/ou Pepsi. Rien ne changera, et aucun signal ne sera envoyé à Coke, à Pepsi, au gouvernement ou à tout autre organisme.

Un autre point différent à ce sujet a été soulevé: «Quel signal est-ce que ça envoie au gouvernement?» Franchement, le gouvernement n'a aucune idée de ce qui se passe dans le secteur universitaire (comme on peut le constater par le faible niveau de financement) et n'a pas réagi au refus du contrat d'exclusivité dans d'autres universités. Le gouvernement ne s'en est même pas rendu compte - le ministre des Finances me l'a démontré lors de notre rencontre. Ce qui est aussi évident, c'est que le gouvernement ne veut pas réinvestir les 600 millions de dollars par année dont le Québec a besoin pour rejoindre la moyenne canadienne de financement universitaire.

Le CBA est une solution «band-aid», mais je préfère cette solution que de voir McGill et ses étudiants être saignés à blanc pendant que nous attendons l'aide d'un gouvernement irresponsable et mal administré. Et même s'il agissait, je doute que McGill soit la première en ligne pour recevoir sa part du gâteau.

Entre temps, il reste à espérer que cette entente aide à minimiser l'impact des attaques du gouvernement sur les universités. Si vous consentez à cette entente et au besoin d'argent de McGill sans qu'il provienne de votre poche et sans attendre une quelconque action du gouvernement provincial, votez «oui» lors du référendum (7 au 9 mars).

Andrew Tischler est président de l'AEUM

Gohier contre

Le caractère impénétrable des discussions au sujet du contrat d'exclusivité entre McGill et Coca-Cola n'a servi qu'à faciliter la propagation de faussetés et de désinformation. Le contrat sera entièrement négocié et signé à huis clos, empêchant toute discussion sur l'entente. Malgré les assurances offertes par l'AEUM, on ne peut confirmer, nier ou discuter l'existence des clauses d'un contrat auquel seront liées les trois prochaines générations d'étudiants de McGill.

À l'UQAM, l'une des clauses du contrat (finalement rejeté) stipulait que la vente de produits Coca-Cola devait augmenter de 130 p. cent en dix ans, sans quoi l'entente serait prolongée de deux ans sans frais à Coca-Cola. Kevin McPhee et Andrew Tischler ont déjà révélé l'existence de tels quotas dans l'entente. Une prolongation de trois ans pourrait donc se produire si l'administration et l'AEUM ne réussissent pas à nous vendre la quantité requise du bonbon liquide. L'administration de McGill et l'AEUM acceptent ainsi de lier leur stabilité financière au succès commercial de Coca-Cola sur notre campus. Comment pouvons-nous nous permettre de critiquer les pratiques managériales de Coca-Cola lorsque notre succès financier n'est qu'un reflet de celui de Coca-Cola?

De fait, certaines institutions ont dû faire face à de telles situations après avoir signé une entente d'exclusivité avec Coca-Cola. À l'Université Kent State en Ohio, l'organisation Amnesty International a demandé à l'association étudiante un déboursement afin de présenter une session d'information au sujet des abus du régime Abacha au Nigeria. Après avoir appris que l'appui offert au Général Abacha par Coca-Cola serait critiqué au courant de la session, l'association étudiante a rejeté la demande. À l'Université York à Toronto, une institution à la saveur Pepsi, deux étudiants ont été réprimandés après avoir affiché une bannière encourageant un boycott de Pepsi lors d'une joute de football universitaire. À l'école secondaire Green Briar à Evans en Georgie, Mike Cameron, étudiant de 19 ans, a été suspendu pour avoir porté un chandail affichant un logo de Pepsi lors d'une journée officiellement dédiée à Coca-Cola.

Manifestement, la signature d'un tel contrat fait preuve d'un endossement sans équivoque du comportement actuel de Coca-Cola. La durée de cet endossement est d'autant plus problématique. Personne ne peut prédire ses activités futures; par contre, si l'on examine son passé, on peut percevoir l'éthique qui l'habite: accusations de racisme, d'abus de droits humains et d'activités anti-syndicales.

En septembre dernier, des organisateurs syndicaux furent agressés et terrorisés par des troupes paramilitaires afin de barrer l'intégration d'un syndicat indépendant au sein d'une manufacture de Coca-Cola au Mexique. Au Guatemala, plus d'une douzaine d'organisations syndicales des manufactures Coca-Cola ont été tuées ou ont disparu depuis 1977. En avril dernier, plus de mille employé(e)s de race noire à Atlanta ont entamé une poursuite judiciaire accusant Coca-Cola de discrimination: les salaires des employé(e)s de race blanche étant presque 60 p. cent supérieurs à ceux de leurs collègues de race noire à niveau comparable. Lors du règne du Général Abacha au Nigeria, Coca-Cola n'a non seulement jamais cessé ses opérations mais a subventionné plusieurs manifestations organisées par le régime militaire.

En poursuivant la négociation de l'entente à huis clos, l'AEUM compromet toute transparence ou participation publique. La tâche de préserver les droits étudiants sur le campus se retrouve dans les mains des étudiants. Afin de la réaliser, il est impératif de rejeter l'entente.

Philippe Gohier est président de l'association des étudiants de génie

Grève à l'UQAM: pas surprenant!

par amir zellih

Une majorité des 1500 membres de l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communications (AGEsshalcUQAM) de l'UQAM s'est mise en grève depuis le 17 février et jusqu'au 1er mars, et ceci pourrait être prolongé au 3 mars.

La grogne étudiante est le résultat des compressions dans les budgets alloués à l'éducation, ainsi que le sous-financement chronique des universités, ce qui constitue une atteinte directe à l'accessibilité et à la qualité de l'éducation supérieure: «Depuis 5 ans, le gouvernement a coupé dans le système universitaire près de 750 millions \$. L'UQAM a reçu une subvention de 18 p. cent inférieure à la moyenne des universités québécoises. Le déficit de l'UQAM et toutes les coupes budgétaires qui sévissent depuis 1995 sont la preuve crainte de ce sous-financement».

Toujours selon l'AGEsshalcUQAM, le gouvernement actuel ne propose pas de solution sérieuse et crédible pour remédier à cet état de crise. Le Sommet de la Jeunesse qui n'est ni représentatif ni démocratique, a été conçu dans le but d'atteindre un consensus visant à récupérer le discours des jeunes au

nom de la rentabilité et de la performance. On peut lire dans un prospectus préparé par l'AGEsshalcUQAM qu'«en 1996, le gouvernement a réussi à établir un consensus sur l'objectif du «Déficit zéro», ce qui a permis la destruction sauvage et la privatisation des programmes sociaux. Avec le Sommet du Québec et de la Jeunesse, le gouvernement cherche encore une fois à faire croire à la population que «tout le monde est d'accord», pour ensuite mettre en place majestueusement ses politiques d'appauvrissement dictées par la haute finance et les organisations transnationales, au nom de l'avenir de la jeunesse.»

Le secteur privé investit de plus en plus dans l'éducation post-secondaire, déresponsabilisant ainsi le gouvernement et compromettant l'indépendance de l'université de même que la neutralité de la recherche. L'association enchaîne: «Aujourd'hui, le gouvernement

Bouchard nous parle d'offre et de demande, de rentabilité, d'efficacité et de mondialisation. Aujourd'hui, le gouvernement veut gérer l'éducation comme une business. C'est ça le financement stratégique dont nous parle Legault. Cette vision marchande compromet la qualité de l'éducation, la rend dysfonctionnelle et inadaptée au marché du travail.»

La démission de la rectrice Paule Leduc n'a pas changé la composition du Conseil d'administration de l'UQAM qui est toujours majoritairement dirigé par des agents socio-économiques provenant en majorité du milieu des affaires. L'association s'insurge d'autant plus que les conditions socio-économiques des étudiantes sont toujours plus précaires. Le ministre de l'Éducation François Legault ne comprend pas les besoins de l'université et reste sourd aux réclamations des étudiants.

Les membres de l'AGEsshalcUQAM revendiquent un réinvestissement massif et immédiat dans le secteur de l'éducation post-secondaire et dans les services sociaux, «que le conseil d'administration de l'UQAM ne soit composé que d'étudiantEs, de professeurEs, de chargéEs de cours et des employéEs de soutien, que la rectrice ou le recteur soit éluE au suffrage universel de la communauté uqamienne, que le gouvernement cesse l'assujettissement de la mission universitaire, la réduisant à servir le marché économique, alors qu'elle est de favoriser le sens critique, la démission du ministre de l'Éducation François Legault et le retrait des chefs d'accusation qui pèsent sur les 66 personnes arrêtées.» Ces dernières avaient été arrêtées lors d'une manifestation pacifique l'année dernière.

Une assemblée générale précisera demain la position de l'association et de ses membres et pourra aboutir à une prolongation de grève jusqu'au 3 mars, date à laquelle aura lieu une autre assemblée. ☉

Cette semaine

Étude se prend pour une columnist

J'avais tourné la dernière page de la *Sortie de secours* de Jean-François Lisée depuis un bon moment déjà et, victoire des intentions de l'auteur sur ma tendance naturelle au farniente, je songeais à l'avenir du Québec. Je me laissais chauffer par le soleil en pensant que, tout comme le printemps de février est illusoire, peut-être ce raisonnement de l'auteur qui paraît si bien tissé cache-t-il aussi une faille – mais comment savoir? Et je me disais justement que je ne savais plus du tout quoi penser.

D'abord quoi penser du livre car, s'il se veut le plus ouvert et détaché possible, l'auteur ne peut nier – et ne nie d'ailleurs pas – ses convictions souverainistes. Et il se dégage des premiers chapitres, destinés à démontrer toute la réussite du Québec d'aujourd'hui et son potentiel à la fois économique, social et culturel, une impression de salade que l'on veut vendre. Je pense qu'il idéalise un peu notre cher Québec, monsieur Lisée.

Non que je doute de la bonne foi de l'auteur, qui me paraît vraiment décidé à trouver une alternative pour le Québec d'aujourd'hui et de demain. Non plus que je veuille lui reprocher de ne parler que des «bons côtés» du Québec – il ne prétend nullement dresser un portrait exhaustif de la société québécoise, et on entend assez parler des salles d'urgences bondées et des coupures en éducation pour que je ne trouve pas mauvais que quelqu'un ramène un peu le balancier, et démontre que notre situation n'est pas nécessairement plus dramatique que les autres, même si «moins pire» n'est jamais un idéal et que les chiffres ne disent pas tout.

Mais un malaise venu de je ne sais où me reste de cet «éloge à la débrouillardise et à la solidarité des Québécois». Il me semble que la tendance lourde de l'individualisme actuel va à l'encontre de sa foi dans le tissu social et dans une population unifiée.

Il est cependant des aspects de *Sortie de secours* qui me semblent innovateurs et résolument tournés vers l'avenir, et qui ont pour mérite en tout cas d'élargir le débat. Cette volonté de défendre la culture anglo-québécoise advenant la souveraineté du Québec, ce désir d'encourager l'immigration «massive» pour contrer le faible taux de natalité du Québec, cette vision d'un Québec barriolé aux couleurs et cultures multiples, sont autant de preuves d'une ouverture et d'une acceptation de la diversité culturelle qui semblaient difficiles à accepter pour lesdits souverainistes il n'y a pas si longtemps, et qui m'avaient semblé presque totalement absentes des débats lors du référendum de 1995. Je ne serais pas fâchée que le débat cesse un peu d'être si polarisé et que soit définitivement exit le Québec des «pure laine», et j'applaudis cette ouverture à la différence et cette volonté d'inclure dans la notion de Québécois beaucoup plus que les descendants de Champlain.

On peut cependant douter du pragmatisme des solutions de l'auteur. Constatant que la majorité des Québécois ne veulent pas de référendum sur la souveraineté, mais se disent fort insatisfaits de la position du fédéral et désireraient plus de pouvoirs pour le Québec, Lisée avance donc l'idée d'un référendum portant sur un accroissement des pouvoirs et des ressources pour le gouvernement provincial; référendum qui, si l'on en croit les sondages, serait gagnant. Une sorte de Meech à l'envers, quoi. Qu'un souverainiste convaincu dur comme fer en vienne à «accepter» l'idée que le peuple ne veut pas de la souveraineté et se décide, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, à élaborer une autre solution qui rallierait peut-être tout le monde, lui donne à mes yeux une crédibilité qui manque à beaucoup de politiciens. Mais je sais pertinemment que le Parti québécois et surtout son chef ne voient pas d'un très bon œil les positions de Lisée, et il n'est pas dit que, même s'ils les acceptaient, le gouvernement fédéral accepterait de négocier. Mais peut-être, pour se sortir d'un débat qui s'est tant sclérosé depuis vingt ans, les politiciens de l'avenir devront-ils se résigner à faire un bout de chemin dans ce sens. Et j'aime bien, moi, ce compromis entre rouge et bleu.

De mon balcon où l'on peut simultanément mener une étude anthropologique sur les Juifs les plus orthodoxes de la ville, entendre les cloches de l'église d'Outremont sonner à la volée, écouter les conversations italiennes des deuxièmes voisins et sentir une délicieuse odeur de bouffe libanaise (quand le vent souffle du bon côté), il me semblait en tous cas que, dans leur vie de tous les jours, les Québécois – ou au moins les Montréalais – sont à peu près parvenus à cet équilibre linguistique et culturel que souhaite Lisée. «La vie est trop normale, même les anglos ne se plaignent plus...», disait Josh Freed. Souhaitons que ça dure et que ça monte un peu l'échelle jusqu'à nos politiciens, qui semblent aimer perpétuer les guerres de drapeaux. ☉

[courrier]

CBA: le diktat de Coke

Cher Délit,

Je vous écris au sujet du commentaire de Jean-François Simard sur l'entente d'exclusivité avec Coke paru dans *Le Délit français* du 15 février 2000.

M. Simard semble croire que le contrat d'exclusivité sur les breuvages froids avec Coke (CBA) ne compromet pas la mission éducative de l'Université. Il m'apparaît en être tout autrement. L'entente d'exclusivité proposée forcera l'université à vendre une certaine quantité de produits Coca-Cola sur le campus (quotas), sans quoi l'entente d'une durée initiale de 11 ans pourrait être reconduite pour une période supplémentaire à rabais (ou même sans frais) pour la multinationale. Avec la signature du CBA, McGill deviendra «agent

des ventes» pour Coca-Cola Bottling Ltd.

On peut difficilement blâmer M. Simard pour sa méconnaissance des détails de l'entente puisque McGill, l'AEUM et Coke ont jusqu'à présent refusé de dévoiler le fameux contrat. McGill et l'AEUM ont affirmé que le contrat ne sera pas rendu public, ni avant sa signature, ni après. Les étudiants ne pourront donc pas voir le contrat qu'ils auront signé!

Lorsque M. Simard mentionne que «Coke ou Pepsi, c'est du pareil au même», il a en bonne partie raison: les deux compagnies ont récemment été impliquées dans des dictatures militaires (Pepsi en Birmanie et Coke au Nigéria); les deux compagnies pratiquent un marketing agressif auprès des enfants, et font la promotion de produits néfastes pour la

santé; les deux compagnies encouragent un consumérisme exagéré et participent donc activement à la destruction de notre planète... C'est justement pour ces raisons que l'on ne doit pas céder à l'une ou l'autre des multinationales en lui accordant des droits de vente exclusifs, mais plutôt favoriser des alternatives écologiques et équitables.

Accepter l'entente d'exclusivité sur les boissons gazeuses (CBA), c'est:

- ♦ se soumettre au diktat de Coca-Cola sur notre campus pendant les 11 prochaines années (3 générations d'étudiants),
- ♦ accepter que McGill devienne un «vendeur de colas» et non une institution qui encourage les étudiants à développer leur sens critique,

♦ ternir l'image de McGill à travers un partenariat avec une multinationale qui sert des intérêts contraires au bien-être des humains et de l'environnement,

♦ aliéner les étudiants en niant leur capacité de faire des choix éthiques et en éliminant la possibilité de vente de breuvages non-alcoolisés alternatifs (par exemple: jus naturels issus de production écologique, produits équitables, produits non-modifiés génétiquement, etc.).

<http://www.geocities.com/cbamcgill>

Boris-Antoine Legault,
étudiant en Informatique

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiants et employés de McGill (avec carte): \$4.75 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$6.00 par jour, \$5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

OFFRES D'EMPLOI

École des Maîtres

Cours de formation barman(ait) et serveur. Rabais étudiant, programme de placement. 849-2828

\$5 EARN EXTRA \$5 TELEMARKETERS
WANTED Full or Part-time positions.
Hourly wage and commission. 483-6817

TRAITEMENT DE TEXTE

Success To All Students

WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 31 years experience. \$1.25/D.S.P. (same day \$1.50) 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638.

C O U R S

Come and practice your French with francophones. Bilingual Club. Half and half (450) 465-9128.

Travel-Teach English.

5 day/40 hr OTT. Oct 13-17. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free Info pack, toll free 1-888-270-2941.

SERVICES OFFERTS

Massage de relaxation musculaire (sérieux) Prix spécial 25\$ duree 1 heure 30m. Pour femme seulement, disponible 7 jours, possible service à domicile. 272-3513 Paulette 854-8987

P E R S O N N E L

CBC News is looking for someone who has, or is, participating in a paid drug-testing program with a pharmaceutical testing company. We would like to hear your story. Please call Emmanuel at (514) 597-6356.

Société de publications du Daily (SPD)

Rencontre générale spéciale (RGS)

Jeudi 9 mars, 2000

heure et lieu à déterminer

L'élection du conseil d'administration de Société de Publications du Daily aura lieu à la rencontre générale. Les nominations doivent être remises entre le 9 février et le 1er mars.

Les formulaires de nominations sont disponibles aux bureaux de McDaily, Shatner B07 et B03. Les noms des candidats sera annoncé entre le 1er et le 9 mars.

Pour plus d'information, contactez:

John Godfrey, directeur des élections, SPD, au 398-6790 ou 398-6784

Siena Summer Music Institute Florence

Culture, language, travel, concerts, Credit/non-credit. Rome, Venice, 3 days in Switzerland. Students, Grads, Professionals; July 17 to August 19, 2000. Cost \$1,885 U.S. Special low cost charter flight; Write/call: 203-754-5741

SESSIONE SENESE PER LA MUSICA/ARTE
Director, 595 Prospect Road, Waterbury, CT 06706
website: www.sienamusic.org

OPTOMETRIST

Students and graduates welcome. Immediate openings available. Call for details.

Eye Exam Eye Glasses

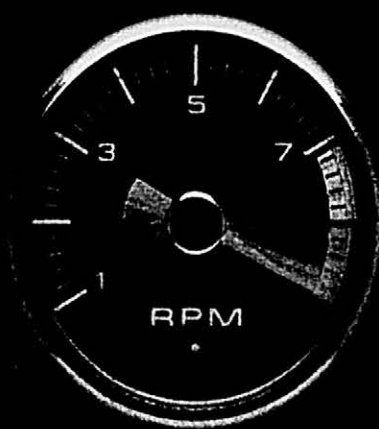
Contact Lenses
IMMEDIATELY AVAILABLE ON MOST PRESCRIPTIONS

"40% off on all frames."
VALID WITH THIS AD

Dr. David Kwavnick, O.D.
1535 Sherbrooke St. W.
(corner Guy)

933-8700

Un monde à ta mesure



L'équipe Player's

EN COURSE DANS LA SÉRIE C.A.R.T.